

# EURO MEMO 2017

L'UNION  
EUROPÉENNE :  
LA MENACE DE LA  
DÉSINTÉGRATION



## **EuroMémorandum 2017**

Traduit de l'anglais par Louis Weber

Éditions du Croquant  
77870 Vulaines sur Seine  
<http://www.editions-croquant.org>

Diffusion-distribution : CDE-SODIS  
© Éditions du Croquant,  
ISBN : 9782365121224  
Dépôt légal : juin 2017

# **EuroMémorandum 2017**

**Traiter les crises multiples de l'Europe :  
Un agenda pour la transformation  
économique,  
la solidarité et la démocratie**

*Économistes européens  
pour une politique économique alternative  
en Europe  
– Groupe de l'EuroMémo*

Collection Enjeux et débats  
*d'Espaces Marx et du Réseau européen Transform!*

éditions du croquant 

Ce livre s'inscrit dans la collection *Enjeux et débats* d'Espaces Marx et des Éditions du Croquant, avec le soutien, pour ce volume, du réseau européen Transform !

L'ambition est modeste, mais réelle: faire le point sur une question en débat, en en présentant les diverses facettes de façon ouverte et pluraliste. Et ceci dans un souci d'éducation populaire et de partage des idées, afin de contribuer à mieux éclairer des réalités ô combien complexes.

#### PARUTIONS RÉCENTES DANS LA COLLECTION

*Émancipation et pensée du complexe*, Janine Guespin, mars 2015

*EuroMémorandum 2015, Quel avenir pour l'Union européenne ?*,  
Économistes européens pour une politique économique  
alternative en Europe, mars 2015

*Les droites populistes en Europe. Les raisons d'un succès*, Joachim  
Bischoff, Élisabeth Gauthier, Bernhard Müller, juillet 2015

*L'écologie, combien de divisions ?*, Fabrice Flipo, Christian  
Pilichowski, août 2015

*Écrits sur la Grèce. Points de vue européens*, Dominique Crozat,  
Élisabeth Gauthier (coord.), septembre 2015

*Transition énergétique, changement de société*, Marc Delepouve,  
mars 2016

*EuroMémorandum 2016, Les crises multiples de l'Europe*,  
Économistes européens pour une politique économique  
alternative en Europe, mars 2016

*Émancipations aujourd'hui ? Pour une reprise critique*, André Tosel,  
juin 2016

*État d'urgence démocratique*, Marie Grillon, Hugo Touzet, août  
2016

*1917-2017. Que reste-t-il de l'Octobre russe ?*, Roger Martelli, mai  
2017

---

# Table des matières

<b>Résumé</b> .....	<b>9</b>
<b>Introduction</b> .....	<b>19</b>
Brexit .....	19
La division Nord-Sud dans la zone euro .....	22
Les réfugiés et les craquements dans l'espace Schengen . .....	25
Le passage en force pour le CETA .....	27
Les relations UE-États-Unis après l'élection de Trump .....	29
Stratégies et concepts devant les tendances à la désinté- gration .....	30
Concepts et stratégies de la gauche .....	33
<b>1. Politiques macroéconomiques &amp; de développement pour combattre l'austérité et le développement inégal</b> .....	<b>35</b>
Les politiques officielles de l'UE toujours incapables de provoquer une reprise forte et égale .....	35
Des politiques macroéconomiques alternatives .....	37
<b>2. Les politiques monétaires et financières de l'UE : la fin de l'argent facile ?</b> .....	<b>45</b>
Politique monétaire .....	45
La BCE .....	47
Union des marchés de capitaux .....	48
Les limites de la politique monétaire .....	50
Le Brexit et la finance .....	53
Des instruments inadaptés .....	54

<b>3. Les migrations et la solidarité dans l'UE .....</b>	<b>57</b>
Différentes vagues de migration et politiques migratoires de l'UE .....	58
Approches alternatives .....	65
<b>4. Nationalisme de droite et nationalisme économique dans l'UE : les origines, programmes et réponses .....</b>	<b>69</b>
Cartographie de la droite nationaliste .....	71
Des orientations de politique économique de droite entre orthodoxie et hétérodoxie .....	73
Des politiques sociales et de relations de travail entre néolibéralisme et conservatisme national .....	75
Les contre-stratégies .....	77
<b>5. Relations européennes extérieures .....</b>	<b>79</b>
CETA .....	79
La Politique européenne de Voisinage (PEV) .....	85
Mettre en question la militarisation .....	88
Le Comité permanent du groupe de l'EuroMemo .....	91

## Introduction

La crise de l'Union européenne (UE) est à multiples facettes et s'est approfondie manifestement durant l'année passée. Le référendum britannique sur l'appartenance à l'UE et le vote en faveur du Brexit ont seulement été les symptômes les plus visibles des tendances à la désintégration. Le fossé entre le centre et la périphérie dans la zone euro demeure. L'arrivée d'un grand nombre de réfugiés venus des régions du Moyen-Orient frappées par la guerre a suscité des conflits pleins d'acrimonie dans l'UE à propos de la question de savoir qui devait s'en occuper. La manière dont les forces favorables au libre-échange ont imposé l'Accord économique et commercial global (CETA) avec le Canada ont montré un grand mépris à l'égard des objections des instances démocratiquement élues (par exemple celles des régions belges de Wallonie et de Bruxelles).

Devant les multiples crises de l'UE, il existe un consensus relativement large allant des sociaux-démocrates aux forces nationalistes de droite pour une fuite

en avant vers la militarisation croissante de l'UE. D'un autre côté, on peut distinguer diverses stratégies pour faire face aux crises. La réponse dominante est « de se débrouiller avec ». Elle a la préférence de la majorité des chrétiens-démocrates, des sociaux-démocrates et des libéraux. Cette stratégie poursuit le mode néolibéral d'intégration et cherche à préserver l'actuelle délimitation géographique de la zone euro et de l'espace Schengen. Elle ne va très probablement pas éviter les tendances à la désintégration. Il existe deux sous-variétés du « se débrouiller avec ». L'une repose sur plus de flexibilité budgétaire et plus d'investissement public. Ses principaux partisans sont les sociaux-démocrates français et méditerranéens. L'autre sous-variété renonce à l'espace Schengen dans son intégralité et plaide pour une zone plus réduite, avec des contrôles aux frontières renforcés. Elle regroupe un arc plutôt large de forces en Allemagne, en Autriche et en Europe de l'Est. Une « Europe noyau », avec une zone euro plus compacte et plus petite a les faveurs de forces nationalistes de droite comme la Ligue du Nord en Italie, le Freiheitliche Partei Österreichs (FPÖ) en Autriche et Alternative für Deutschland (AfD) en Allemagne, ainsi que de quelques courants chrétiens-démocrates. À la droite du spectre politique, enfin, on privilégie le concept d'Europe des nations. Les forces concernées voudraient réduire l'intégration européenne au Marché unique et à ses régulations économiques. La droite nationaliste demande plus d'espace pour des stratégies compétitives nationales. Des partis nationalistes comme Fidesz en Hongrie et Prawo i Sprawiedliwość (PiS) en Pologne considèrent les fonds régionaux comme les seuls éléments essentiels de l'intégration.

Certaines forces nationalistes de droite voudraient même quitter l'UE.

À gauche, les stratégies sont divergentes aussi. Certaines forces sont favorables à une forme de fédéralisme européen. Les présupposés politiques d'un tel projet sont extrêmement forts. D'autres forces de gauche ne considèrent pas un fédéralisme démocratique européen comme une solution réaliste et voient les institutions européennes comme fortement rebelles à la pression populaire. Elles proposent un agenda explicitement social, contestant les réglementations de l'UE et sont prêtes à quitter la zone euro si c'est nécessaire pour promouvoir des changements politiques progressistes.

### **Politiques macroéconomiques et de développement pour combattre l'austérité et le développement inégal**

Depuis la fin 2014 et le début 2015, la politique officielle de l'UE met l'accent sur deux initiatives pour retrouver la croissance, le « plan Juncker » et la clarification de l'interprétation du Pacte de stabilité et de croissance, avec l'objectif de donner davantage de marge budgétaire aux États membres. Les résultats globaux de ces initiatives plutôt timides pour stimuler la demande non monétaire ont été décourageants : la zone euro est toujours loin d'une reprise soutenable et avec l'affaiblissement général de l'économie mondiale et les incertitudes liées au Brexit, la fragilité de la reprise est plus grande que jamais.

Une approche différente est nécessaire pour la politique macroéconomique de l'UE, pour permettre

dans le court terme une reprise forte et auto-suffisante assurant le plein emploi et une croissance équitable et, dans le long terme, de remédier aux déséquilibres macroéconomiques évidents aujourd'hui. La politique macroéconomique actuelle cherche à y parvenir, sans succès, en combinant austérité budgétaire et dévaluation compétitive avec des « réformes structurelles » du marché du travail, c'est-à-dire principalement en restreignant les droits des travailleurs, en affaiblissant les syndicats et en démantelant l'État-providence.

Une alternative crédible passe par au moins six changements importants :

- l'exigence d'un budget équilibré doit être remplacée par celle d'une économie équilibrée, ce qui inclut l'objectif de création d'emplois en nombre et soutenables ;
- à long terme, il faut un budget de l'UE nettement plus élevé pour financer l'investissement au niveau de l'UE, ainsi que les biens et services, et mettre en place une politique budgétaire contra-cyclique susceptible de venir en soutien des politiques budgétaires des gouvernements nationaux ;
- au lieu de mettre l'accent sur la seule croissance globale, une stratégie réussie devra aussi donner la priorité à la disparition des disparités entre les régions et les secteurs économiques ;
- une stratégie européenne d'investissement dans la durée pour assurer le développement aux niveaux européen, national et local ;
- la stratégie déflationniste actuelle de dévaluation compétitive doit faire place à l'augmentation des salaires pour garantir aux salariés une part équitable du revenu national et une inflation stable ;

- des mesures effectives devront être prises contre la concurrence fiscale.

## **Les politiques monétaires et financières de l'UE : la fin de l'argent facile ?**

En 2016, la Banque centrale européenne (BCE) a poursuivi et même renforcé sa politique de crédit très facile. Cependant, il y a des signes montrant que cette politique a peut-être atteint ses limites. Au cours de la crise, la BCE a acquis des pouvoirs et des responsabilités nouveaux et étendus, ce qui fait que son indépendance à l'égard de toutes les instances politiques viole encore plus les principes démocratiques. Pendant ce temps, il est fort peu probable que la principale initiative de l'UE dans la sphère de la finance, l'Union des marchés de capitaux, apportera des bénéfices économiques significatifs. Elle sera certainement d'ailleurs sérieusement mise à mal par la sortie imminente de la Grande-Bretagne de l'UE.

## **Les migrations et la solidarité dans l'UE**

Les migrations au sein et de l'extérieur de l'UE ont sévèrement malmené l'unité et la solidarité au sein de l'UE. Cela a été un des ingrédients principaux des débats sur le Brexit et a influencé le résultat final en juin 2016. L'immigration est devenue aussi le principal sujet de ralliement pour les mouvements et partis d'extrême droite à travers l'Europe, de la Pologne à l'Est à la France à l'Ouest, avec une vision volontairement faussée des données relatives à l'immigration. Dans le passé, il y a eu différents flux migratoires liés au travail, avec des dynamiques économiques et poli-

tiques différentes. Aujourd'hui, pour des pays comme la Grande-Bretagne, ce sont les migrations internes à l'UE venant des pays d'Europe orientale qui sont considérées comme « problème », alors qu'elles sont seulement la traduction de la « libre circulation de la main d'œuvre », un des fondements de l'UE. En Allemagne, cela a été l'immigration venue de l'extérieur de l'UE. D'un autre côté, des pays comme la Pologne ont envoyé un million de migrants vers les autres pays de l'UE tout en protestant fort contre les migrants de l'extérieur de l'UE, notamment ceux venant de Syrie et d'autres parties du Moyen-Orient ou d'Afrique du nord.

Ce qui est dénoncé par les adversaires d'une politique d'accueil, c'est la supposée pression sur les prestations sociales et la menace contre les identités nationales et culturelles. Or, si les systèmes de protection sociale sont en difficulté, c'est d'abord le résultat du sous-financement public de longue date à travers des politiques économiques néolibérales variées. Le second reproche a davantage à voir avec une manière d'accuser « les autres » des problèmes sociaux et économiques dont souffrent les pauvres, d'ailleurs dus en partie aux mêmes politiques néolibérales de mondialisation et de libre-échange. Il existe aussi très peu de preuves à l'affirmation selon laquelle les immigrés auraient abusé de l'aide sociale dans les pays d'accueil.

Des alternatives aux politiques actuelles xénophobes et anti-immigrés dans l'UE sont possibles. À moyen terme, il y a besoin d'un travail culturel et politique pour changer la perception sur l'apport de l'immigration dans les pays hôtes. Pour le court terme, les ressources économiques et financières existent et peuvent être mobilisée pour atténuer la pression sur les

régions d'accueil, ainsi que pour soutenir les personnes qui ont été contraintes de chercher refuge dans l'UE.

## **Nationalismes de droite et nationalisme économique dans l'UE : origines, programmes et réponses**

Les multiples crises de l'UE ont favorisé la montée de forces nationalistes de droite. La droite nationaliste englobe un large ensemble de partis, du conservatisme libéral nationaliste à ceux qui sont ouvertement fascistes. Certains ont des programmes plutôt néolibéraux alors que d'autres combinent néolibéralisme et éléments nationaux-conservateurs, dont certains peuvent sembler hétérodoxes du point de vue économique. Les politiques sociales proposées sont un mélange de mesures favorables au travail et de mesures conservatrices, notamment à travers la volonté de restaurer le rôle traditionnel des genres. Dans les pays d'Europe occidentale qui accueillent un nombre significatif de personnes d'origine immigrée, les partis nationalistes de droite militent de façon agressive pour une « préférence nationale » exclusive. Les partis qui refusent ces tendances ne devraient pas simplement opposer solutions « européennes » et solutions « nationales ». Ils devraient plutôt proposer des politiques inclusives visant l'égalité. Celles-ci devraient prendre en compte le déclin des régions périphériques et de beaucoup de zones rurales. Elles devraient s'appuyer sur les territoires où les possibilités de succès concrets sont les plus grandes. Très souvent, il s'agira du niveau national plutôt que du niveau européen.

## Les relations extérieures de l'UE

Depuis la suspension temporaire des négociations sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TAFTA) avec les États-Unis et le lancement de l'Accord économique et commercial global (CETA) avec le seul Canada, ce dernier a capté les feux de la rampe. Des courants importants dans les partis de gauche, les syndicats et les mouvements sociaux considèrent cependant que le CETA est aussi régressif que le TAFTA au regard de la démocratie et de l'État de droit. Une des clauses les plus controversées concerne le droit exclusif et unilatéral des entreprises transnationales de poursuivre les gouvernements devant des tribunaux d'arbitrage privés pour des pertes résultant de changements dans la législation du pays concerné. Même si le CETA précise que « le droit de régulation sur son territoire pour atteindre des objectifs politiques légitimes » est garanti aux États, la seule possibilité de se retrouver devant un tribunal et de risquer de payer des indemnités colossales suffira à paralyser les gouvernements. De plus, compte tenu de la forte présence d'entreprises américaines au Canada, elles pourraient mettre en œuvre, via le CETA, une partie substantielle des objectifs du TAFTA. Prenant en considération le fait que le CETA doit encore être ratifié par les parlements nationaux, le niveau national va donc être le niveau clé pour s'opposer au CETA.

Aujourd'hui, la Politique européenne de voisinage (PEV) reste dans les limbes. Le partenariat oriental a échoué après la crise ukrainienne, dont il est en partie responsable, alors que les guerres civiles font rage au Sud et surtout au Sud-est de la Méditerranée. La Poli-

tique européenne de voisinage est donc devenue, sur ces deux fronts, une victime collatérale de la politique étasunienne de confrontation avec la Russie. La fracture créée par la crise ukrainienne est en train d'ouvrir la voie à des interventions extérieures, qui renforceront les divisions et la fragmentation au sein de l'UE. Elle met à nu et exacerbe l'incapacité de l'UE à agir de façon indépendante. Le gouvernement ukrainien, encouragé par l'attitude ambiguë des États-Unis et malgré la situation catastrophique dans le pays, bloque la mise en œuvre de l'accord de Minsk élaboré par l'UE, alors que la Russie cherche à contourner Paris et Berlin au profit d'un contact direct avec Washington. L'approche choisie par la PEV était de faire en sorte que les pays du voisinage adoptent des parties de l'*acquis communautaire*. Ce mode d'intégration aggrave les tendances à la désindustrialisation dans la périphérie. Et dans certains cas, comme l'Ukraine et la Moldavie, elle a approfondi les défauts géopolitiques internes. Au lieu de favoriser une intégration basée sur la subordination et le libre-échange, la Politique européenne de voisinage devrait contribuer à installer des formes de coopération mutuellement bénéfiques, par exemple à des niveaux sectoriels.



# Introduction

La crise de l'Union européenne (UE) est à multiples facettes et s'est approfondie manifestement durant l'année passée. Le symptôme le plus visible de la crise de l'intégration dans l'UE a été le référendum britannique sur l'adhésion à l'UE. Cependant, ce n'est pas le seul indicateur des tendances désintégratrices et de la contestation croissante des politiques de l'UE.

## Brexit

La désintégration a été mise directement à l'agenda politique par le référendum britannique sur l'adhésion à l'UE. Le résultat du référendum peut être vu d'abord dans le contexte global de la révolte à grande échelle contre les élites politiques. Les inégalités croissantes, l'insécurité économique, la stagnation ou la baisse des revenus pour de larges secteurs de la population et la pression sur les services publics sont à l'origine de ce mécontentement, dont les expressions politiques sont diverses. En Grande-Bretagne, comme souvent ailleurs aussi, les

immigrés sont devenus des boucs émissaires et ont été accusés d'être à l'origine des problèmes économiques, alors qu'en réalité la mobilité du capital, et non celle des travailleurs, a été un facteur clé dans la dégradation des niveaux de vie de la population, du droit à l'emploi et des prestations sociales. En Grande-Bretagne, les bénéficiaires d'aides sociales constituaient un autre groupe de boucs émissaires, car le parti travailliste – avant son changement récent de direction – comme le parti conservateur exigeaient la réduction d'allocations dont le niveau était déjà très insuffisant. Quand la coalition conservateurs-libéraux-démocrates était au pouvoir, les démagogues de l'UKIP ont réussi à canaliser la colère populaire contre l'UE et ont encouragé en particulier le nationalisme xénophobe prenant pour cible les travailleurs migrants des autres pays de l'UE. L'influence croissante de l'UKIP a fait peur aux autres partis établis. La conséquence concrète a été jusqu'à un certain point un accident politique. Voulant stopper les progrès de l'UKIP, le Premier ministre David Cameron a promis un référendum sur l'adhésion britannique à un moment où ils semblait que la coalition allait continuer ; comme les libéraux-démocrates n'allaient certainement pas approuver la tenue d'un tel scrutin, la promesse des conservateurs apparaissait comme creuse. Le retour inattendu d'une majorité de gouvernement conservatrice a conduit à la réalisation de la promesse de Cameron.

Le triomphe de la campagne du « Oui » a été le résultat de l'influence de deux grands courants politiques : d'un côté le nationalisme xénophobe exploité par l'UKIP ; de l'autre une tendance ultra-libérale au sein du parti conservateur. Des députés conservateurs

comme Michael Gove et John Redwood voyaient dans l'UE un obstacle au capitalisme mondialisé et dérégulé qu'ils souhaitaient promouvoir. Nigel Lawson, qui fut chancelier de l'Échiquier dans les années 1980 soutenait cette tendance en écrivant : « Le Brexit va compléter la révolution économique de Margaret<sup>1</sup>. » Ces deux forces sont potentiellement en conflit car la dérégulation radicale voulue par la seconde aura certainement pour conséquence de déstabiliser encore plus la situation économique de la plus grande partie de la population. Mais ce conflit est resté latent jusqu'ici.

D'un autre côté, il existe déjà un conflit ouvert au sein du gouvernement de la Première ministre d'après référendum, Theresa May. Certains ministres, sous l'influence de puissants groupes d'intérêts – particulièrement dans le secteur de la finance – craignent les possibles conséquences de la sortie britannique du Marché Unique et les incertitudes économiques qui ont déjà conduit à une dévaluation substantielle de la livre. Ils militent pour un « Brexit léger », une interprétation minimaliste de la décision de quitter l'UE qui préserverait autant que possible le *statu quo*. D'autres, cependant, sont déterminés à satisfaire la demande populiste d'un contrôle de l'immigration, même si cela devait interrompre les relations économiques avec l'UE. La direction qui sera prise n'apparaît pas clairement encore.

Les arguments et prises de position du mouvement ouvrier n'ont constitué qu'un élément mineur du débat du référendum. La position quasi unanime dans le mouvement était que le fonctionnement actuel de

---

1. *Daily Telegraph*, 23 septembre 1994 2016.

l'UE était à maints égards profondément contraire aux intérêts des travailleurs mais que si le départ britannique devait conduire à une politique anti-immigrés et de dérégulation, cela n'améliorerait la situation en aucune façon. C'était une position très raisonnable mais la faiblesse du mouvement ouvrier et la position pro-Brexit des médias de droite a fait qu'elle n'a guère été audible.

Le Brexit rend concrète la menace que des forces centrifuges érodent, voire détruisent, le projet européen. De manière plus spécifique, le Brexit renforce les forces désintégratrices dans toute l'UE à travers le triomphe de deux tendances radicales de droite, le libéralisme économique et une forme de nationalisme xénophobe. L'incapacité des dirigeants de l'UE à trouver une réponse à la détresse sociale qui, sous des formes dévoyées, s'exprime à travers ces forces augmente le danger. Leur passivité devant les réactions nationalistes qui progressent de façon visible dans une majorité d'États membres constitue un contraste avec la détermination avec laquelle ils ont fait échouer la volonté grecque de répondre à l'austérité d'une façon rationnelle et pro-européenne.

## **La division Nord-Sud dans la zone euro**

Le Premier ministre britannique David Cameron n'a pas été le seul à mettre la désintégration à l'agenda européen. À sa manière, le ministre des Finances allemand, Wolfgang Schäuble, a fait de même quand, en juillet dernier, il n'a pas laissé d'autre alternative au gouvernement grec que d'accepter l'austérité, de radica-

liser les politiques d'ajustement structurel ou de quitter la zone euro. Ce faisant, Schäuble, qui avait déjà lancé le concept d'« Europe-noyau » (*Core Europe*) en 1994<sup>2</sup>, a clairement laissé entendre que l'adhésion des pays (de la périphérie) à la zone euro n'allait pas de soi s'ils ne se résignaient pas à l'ajustement structurel et à l'austérité budgétaire et salariale.

Le gouvernement de Syriza ne s'était pas vraiment préparé à une sortie de l'euro et, sous d'énormes pressions, il a cédé aux demandes des autres pays de la zone euro, entraînés par l'Allemagne. Du fait que la demande intérieure a été constamment contenue, le PIB de la Grèce a encore baissé de 0,2% en 2015. Le taux de chômage est toujours proche de 25%. Même si les politiques de contraction budgétaire ont fait diminuer le déficit courant (sans s'attaquer à ses causes), elles ont aggravé les problèmes de la dette grecque. Ces derniers mois, la controverse entre l'UE et le FMI sur le caractère soutenable de la dette publique grecque et sur la question de sa réduction s'est intensifiée. Les pays du centre de l'UE comme l'Allemagne sont extrêmement réticents à toute idée de réduction de la dette de la Grèce en ce moment, même si leurs gouvernements savent pertinemment qu'une telle réduction est inévitable.

Les programmes d'ajustement structurel promus par la Commission européenne et les gouvernements du « Centre » n'ont pas tenu compte du fossé qui s'élargit entre le Nord et le Sud et, en particulier, de l'affaiblissement des structures productives et de la

---

2. CDU/CSU-Fraktion im Bundestag: Überlegungen zur europäischen Politik, 1 septembre 1994, [www.cducusu.de/Schaeublelamers94.pd](http://www.cducusu.de/Schaeublelamers94.pd) (consulté: 21.10.2016).

[Groupe CDU/CSU au Bundestag. Réflexions sur la politique européenne]

désindustrialisation dans la périphérie. La dépréciation de l'euro et le détournement du tourisme de masse de pays comme la Turquie, la Tunisie ou l'Égypte vers la Méditerranée occidentale ont atténué la situation en Espagne et au Portugal. De la même manière, des politiques macro-économiques moins restrictives menées par le gouvernement provisoire de droite en Espagne et le nouveau gouvernement progressiste au Portugal, avec son programme explicitement anti-austérité, ont contribué à une (légère) reprise économique. Bien que les deux gouvernements n'aient pas rempli les objectifs budgétaires de la Commission européenne, ils n'ont pas fait l'objet de sanctions à l'automne 2016. Même le gouvernement allemand était d'accord avec cette ligne qui a donné quelques marges de manœuvre au Parti populaire espagnol, un allié important de la CDU/CSU allemande, dans une situation politique intérieure très mouvante. La flexibilité actuelle ne doit pas être interprétée comme un changement général d'orientation.

Bien que les économies du noyau de l'Europe obtiennent de meilleurs résultats en matière d'emploi que la périphérie Sud, elles sont exposées elles aussi à des risques sérieux du fait des déséquilibres dans l'UE. À cause de leur ouverture et de leurs structures commerciales, les pays nordiques sont, par exemple, vulnérables à une récession induite par le Brexit en Grande-Bretagne et dans les principaux pays de l'UE. La croissance des exportations (en termes de valeur pour inclure le pétrole norvégien) a été faible dans tous les pays nordiques (sauf l'Islande) après une brève période de reprise après la Grande Récession. La gravité de la situation en Suède et en Norvège a été cependant quelque peu atténuée à cause de la flexi-

bilité de leurs taux de change, alors que la Finlande, comme pays de la zone euro, n'a pas pu faire face aux chocs – les problèmes de Nokia et les sanctions commerciales contre la Russie – par une dévaluation de sa monnaie, pourtant particulièrement nécessaire pour ses industries de l'acier et du bois. De la même façon, au Danemark, le lien étroit entre la couronne danoise et l'euro a contribué à une faible croissance des exportations depuis 2010. Bien que l'arrivée de réfugiés a conduit en Suède à l'augmentation des dépenses publiques, les politiques budgétaires n'ont pas été utilisées pour développer l'emploi : en Finlande la crise économique s'est aggravée avec des politiques de consolidation budgétaire dont l'objectif était de satisfaire aux règles budgétaires de l'UE. Partout ailleurs, les politiques économiques orthodoxes ont empêché la mise en place de politiques budgétaires actives et seules les politiques monétaires très relâchées de la Banque centrale européenne et des banques centrales suédoise et norvégienne ont permis aux dépenses intérieures de compenser partiellement la faible demande extérieure, avec cependant un impact négatif sur les prix de l'immobilier.

## **Les réfugiés et les craquements dans l'espace Schengen**

L'arrivée d'un grand nombre de réfugiés du Moyen-Orient et des pays africains en 2015 et au début de 2016 a mis à nu les craquements dans l'UE. Alors que les procédures informelles utilisées pour répondre à la crise ont déplacé le fardeau vers la périphérie, la régle-

mentation de l'UE sur les réfugiés – ce qu'on appelle le règlement de Dublin – met explicitement la charge de traiter la question des réfugiés sur les pays par lesquels ils entrent d'abord, pays se trouvant pour l'essentiel dans les régions relativement pauvres de l'UE. En 2015, la pression s'est exercée plus particulièrement sur la Grèce. Durant l'été 2015, il devint clair que le gouvernement grec – déjà affaibli par les mesures d'austérité de l'UE – était presque dépassé par la situation.

La décision du gouvernement allemand d'accepter les réfugiés fuyant la guerre, en particulier de Syrie, a un peu soulagé la Grèce mais a posé de nouveaux défis à d'autres gouvernements, de la Hongrie à la Suède. La décision allemande, prise sans consultation préalable avec les autres gouvernements, revenait à reconnaître implicitement que le règlement de Dublin ne fonctionnait pas. Des solutions temporaires ont été adoptées, en dehors du cadre légal existant, comme la création d'un corridor allant de la Croatie à l'Allemagne, que les réfugiés pouvaient emprunter pour aller vers les pays du centre de septembre 2015 au mois de mars 2016. Ces mesures ont été cependant de plus en plus contestées par les forces nationalistes-conservatrices, à commencer par le gouvernement Fidesz en Hongrie.

Ces forces se sont manifestées de façon agressive pour fermer les frontières aux réfugiés et construire des murs. Cela est entré profondément en résonance au sein de la démocratie chrétienne et même de la social-démocratie. Des représentants gouvernementaux de haut rang de pays comme la Hongrie et l'Autriche sont allés en Macédoine (pays candidat à l'UE) et ont loué les efforts macédoniens pour défendre les frontières « européennes ». Implicitement, cela voulait dire qu'il

y avait un membre de trop dans l'espace Schengen, une fois encore la Grèce.

Les pays de l'UE se sont montrés incapables de trouver de nouvelles formules pour se partager la tâche d'accueillir les réfugiés. Au lieu de cela, l'externalisation du problème des réfugiés s'est substituée à une approche humanitaire exceptionnelle pour les accueillir. Un accord a été passé avec la Turquie le 18 mars 2016. Il incluait le fait que la Turquie était prête à reprendre les réfugiés contre rétribution, la promesse de l'UE d'accepter le transfert d'un nombre limité de réfugiés syriens de Turquie vers l'UE, l'accélération des discussions sur l'adhésion de la Turquie à l'UE et la fin de l'exigence de visas pour les citoyens turcs visitant l'UE. Dans la pratique, le gouvernement turc a bloqué les réfugiés voulant rejoindre l'UE contre l'acceptation par celle-ci d'une répression renforcée en Turquie.

## **Le passage en force pour le CETA**

À la fin octobre, la Commission et plus généralement les forces favorables au libre-échange ont tout fait pour que tous les États membres signent l'Accord économique et commercial global (CETA) avec le Canada. Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a loué cet accord de libre-échange comme le plus « progressiste » jamais signé par l'UE. Des courants importants dans les partis de gauche, les syndicats et les mouvements sociaux le considèrent cependant comme régressif au regard de la démocratie et de l'État de droit. L'une des clauses les plus controversées est la création d'un tribunal qui autoriserait les

« investisseurs », c'est-à-dire les entreprises multinationales, à poursuivre les gouvernements en vue d'obtenir des compensations en cas d'adoption de règlements nationaux qu'elles considéreraient comme lésant leurs intérêts. Cela crée un privilège légal pour les entreprises transnationales. D'autres préoccupations concernent les services publics, les normes de santé, etc. Des accords commerciaux comme le CETA gravent les règles néolibérales dans le marbre et, par conséquent, réduisent l'espace pour les réglementations nationales. Les négociations du CETA se sont déroulées en secret et sont restées longtemps à l'ombre de celles du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TAFTA), qui sont inspirées par la même philosophie.

Quand les négociations du TAFTA se sont enlisées du fait des résistances massives, le *lobby* favorable au libre-échange a fait de la signature du CETA une priorité. Beaucoup d'entreprises des États-Unis ont des filiales au Canada et peuvent donc bénéficier du CETA. En ce sens, le CETA introduit certaines dispositions du TAFTA par la fenêtre faute de pouvoir le faire par la porte. En Allemagne et en Autriche, où les protestations contre le TAFTA ont été particulièrement fortes, les sociaux-démocrates ont cédé aux pressions de leurs partenaires de coalition conservateurs, du monde des affaires et de Bruxelles. Le parti social-démocrate autrichien a négocié une déclaration interprétative sur certains points litigieux qui doit être annexée au traité lui-même. Au bout du compte, les régions belges de Wallonie et de Bruxelles restaient les seuls obstacles à la signature du traité par l'UE. La Wallonie avait déjà envoyé ses objections à la Commission depuis un an. En arrêtant la date de la cérémonie de signature du CETA,

la Commission espérait manifestement que la Wallonie renoncerait. Cela s'est avéré un mauvais calcul, au moins en partie. Le gouvernement de Wallonie a laissé la date passer et signa seulement plus tard après avoir lui aussi négocié une déclaration spéciale.

Le Commissaire européen Günther Cettinger a réagi au conflit autour du CETA en demandant que le niveau national n'interfère plus dans les politiques commerciales de l'UE. Ce qu'il voudrait clairement, c'est écarter les oppositions à travers davantage de centralisme. La ratification du CETA par les parlements nationaux promet d'être un processus tumultueux<sup>3</sup>. La façon dont l'UE a imposé le CETA aggrave la crise de légitimité de l'UE et renforce les tendances désintégratrices.

## **Les relations UE-États-Unis après l'élection de Trump**

La montée des forces nationalistes de droite n'a pas eu lieu seulement en Europe. Aux États-Unis, l'oligarque Donald Trump a gagné de peu l'élection présidentielle avec le soutien d'une variété de forces d'extrême droite. Une rhétorique anti-immigrés agressive et la promesse de baisser les impôts et d'en finir avec les accords de libre-échange comme le TAFTA ont constitué des éléments clés de sa campagne électorale. Si elles se réalisaient, la fin annoncée du TAFTA et les réductions des dépenses américaines pour les activités de l'OTAN

---

3. Note du traducteur : d'autant plus qu'une décision du 16 mai 2017 de la Cour de justice européenne à propos d'un accord de libre-échange avec Singapour considère que les traités adoptés par l'Union européenne doivent obtenir l'aval de chacun des États, donc en règle générale de leurs parlements.

en Europe affecteraient de façon significative les relations entre l'UE et les États-Unis.

Après l'élection de Trump, le débat sur la construction d'une « Union de la défense » de l'UE a donc pris une nouvelle importance. Dans le cadre de la « coopération structurée permanente », la coopération militaire entre les membres de l'UE devrait croître. Au Parlement européen, les députés chrétiens-démocrates comme sociaux-démocrates ont demandé un accroissement des dépenses militaires des États membres. Devant ces crises multiples, il existe un consensus très large, qui va des sociaux-démocrates aux partis nationalistes de droite pour soutenir une plus grande militarisation et une politique extérieure plus agressive. Ce consensus militariste doit être combattu par la gauche et le mouvement pacifiste.

## **Stratégies et concepts devant les tendances à la désintégration**

Le consensus entre les chrétiens-démocrates, les sociaux démocrates et les partis nationalistes de droite ne va pas au delà de la militarisation de la politique extérieure. Les élites européennes ont choisi diverses stratégies pour faire face à la crise multiple actuelle et aux tendances désintégratrices. Ces stratégies sont liées à divers scénarios et visions pour le futur de l'UE. Comme pour le Brexit en Grande-Bretagne, ce sont les forces politiques de droite qui tiennent le haut du pavé dans ce débat.

« **Se débrouiller avec** » : C'est la façon dominante de gérer les multiples crises actuelles de l'UE. C'est une approche essentiellement réactive de gestion de la crise. Elle a la faveur des courants majoritaires chez les chrétiens-démocrates, les sociaux-démocrates et les libéraux. Cette stratégie prolonge le mode néolibéral d'intégration et cherche à préserver la configuration géographique actuelle de la zone euro et de l'espace Schengen. Elle bénéficie du soutien de la grande majorité des grandes entreprises. Elle ne traite en aucune manière le fossé qui se creuse entre le centre et la périphérie de l'UE, ni la perte croissante de légitimité de celle-ci au sein des classes populaires. Malgré la prétention de préserver les structures de base du projet d'intégration et sa configuration géographique, le manque de facteurs de cohésion va probablement accélérer la désintégration.

Il existe deux variétés de ce « se débrouiller avec » :

« **Se débrouiller avec** » grâce à davantage de flexibilité budgétaire et d'investissement public. Ce sont principalement les sociaux-démocrates et les forces de gauche en France et dans les pays méditerranéens qui sont en faveur d'une combinaison de « se débrouiller avec », de flexibilité budgétaire et d'investissement public. De cette façon ils veulent gagner des marges de manœuvre en réduisant les contraintes des règles budgétaires. Cette approche accorde d'une certaine façon plus d'importance à la cohésion que le « se débrouiller avec » dominant.

« **Se débrouiller avec** » en réduisant et en renforçant l'espace Schengen : cette variété propose des « contrôles » aux frontières temporaires dans l'espace Schengen et veut exclure les pays qui ne veulent ou

ne peuvent pas empêcher les réfugiés et les migrants « indésirables » d'entrer dans l'UE. Elle regroupe les courants les plus nationalistes au sein de la démocratie chrétienne, surtout dans les pays du centre mais aussi en Europe Centrale et Orientale. Elle a aussi des soutiens dans certains partis sociaux-démocrates. *De facto*, le « se débrouiller avec » réel a déjà bougé dans cette direction, s'agissant notamment des contrôles « temporaires » aux frontières et du renforcement des frontières au sein de l'espace Schengen.

L'« Europe-noyau » : L'UE se caractérise déjà par une intégration différenciée. Traditionnellement, les concepts d'« Europe-noyau » visaient à intensifier l'intégration néolibérale des pays du « centre ». Pour cette raison, une zone euro plus petite et plus homogène est considérée comme le point de départ. Cette notion a été principalement débattue dans les cercles démocrates-chrétiens des pays du centre. Les partis de la droite nationaliste qui en font la promotion sont le Freiheitliche Partei Österreichs (FPÖ) autrichien et l'Alternative für Deutschland (AfD) allemand. Ils veulent rendre le « noyau » plus petit et plus homogène. Ils veulent se débarrasser de la périphérie, qu'ils considèrent comme un fardeau. Les propositions des forces de droite dans le semi-noyau et la périphérie comme la Lega Nord italienne ou, dans une moindre mesure, le mouvement Cinq étoiles du même pays, visent à quitter la zone euro et sont par conséquent complémentaires du concept d'« Europe-noyau ».

« L'Europe des nations » : Certains secteurs de la droite nationaliste proposent de centrer le processus d'intégration européenne sur le Marché unique et la réglementation économique correspondante. Les

partis nationalistes de droite en Europe centrale et orientale comme le Fidesz en Hongrie et Prawo i Sprawiedliwosc (PiS) en Pologne considèrent dans cet esprit les fonds régionaux comme le mécanisme essentiel de l'UE. Dans d'autres domaines, ils souhaitent plus de marges pour les États nationaux, en partie pour mettre en œuvre des stratégies compétitives, en partie pour mener une politique nationale conservatrice (par exemple pour les relations de genre et les politiques sociales). Certains partis nationalistes de droite comme le Front national en France ont formulé de très vagues concepts d'une « Autre Europe », façon extrême droite. Les frontières entre ces concepts d'une « Autre Europe » et la dissolution totale de l'UE sont ténues.

## **Concepts et stratégies de la gauche**

« Une autre Europe » ou fédéralisme européen de gauche : l'expression « Une autre Europe » est aussi amplement utilisée par certaines forces de gauche, avec cependant une signification très différente. Elles veulent obtenir une refondation démocratique de l'Europe, qui jetterait les bases d'un fédéralisme européen démocratique et ouvrirait la perspective d'un mode d'intégration plus équitable. Les présupposés politiques de ce concept sont très exigeants. Son adoption ne serait possible qu'avec un large consensus, y compris au sein des États membres. Ce projet est à l'opposé des tendances actuelles.

À cause des fortes asymétries de pouvoir dans l'UE et à la lumière de l'expérience grecque, un nombre grandissant de forces de gauche revendiquent un agenda

explicitement pro-social défiant les réglementations européennes et sont prêtes à renoncer à la zone euro si c'est nécessaire pour faire des changements politiques progressistes.

Les deux approches de gauche diffèrent d'abord à propos de la faisabilité politique au sein de l'UE et sur ce qui pourrait être obtenu par des stratégies économiques dans un ou un petit nombre d'États membres.

Les deux approches seront très difficiles à mettre en œuvre sans une plus grande unité politique et une influence politique plus grande que celle actuellement de l'opposition de gauche. Même si des mouvements prenant racine dans un contexte national spécifique seront sans doute la forme initiale la plus probable de la contestation des politiques actuelles, le groupe de l'EuroMemo continue d'insister sur la nécessité d'une perspective internationale et du développement d'approches européennes coordonnées pour promouvoir la reprise économique et la justice sociale.

# **1. Politiques macroéconomiques & de développement pour combattre l'austérité et le développement inégal**

## **Les politiques officielles de l'UE toujours incapables de provoquer une reprise forte et égale**

À la mi-2014, quatre ans après le début de la mise en œuvre de politiques d'extrême austérité qui ont dévasté une grande partie de l'économie de la zone euro, il y a eu de faibles signes d'un changement d'orientation. Le cercle vicieux où la consolidation des efforts conduisait à approfondir la crise et, de ce fait, à augmenter les déficits et la dette, devenait difficile à ignorer et des appels à une politique budgétaire plus expansionniste se sont fait entendre. Il devenait clair que la politique monétaire ne pouvait à elle seule créer la reprise. Dans son discours maintenant fameux de Jackson Hole en août 2014, même Mario Draghi appelait à des mesures budgétaires plus expansionnistes dans la zone euro dans son ensemble et un programme d'investissements au niveau européen, insistant cependant sur le fait que

les règles existantes du Pacte de stabilité et de croissance devaient être respectées.

De fait, la nouvelle Commission européenne entrée en fonction en novembre 2014 a pris des mesures en matière de politique budgétaire qui étaient un progrès. Deux initiatives ont été lancées à la fin 2014 et au début 2015. D'abord un Plan d'investissement pour l'Europe ou « Plan Juncker » a été présenté sous la forme d'un Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFSI) pour financer l'investissement à grande échelle. Ensuite, l'interprétation du Pacte de stabilité et de croissance a été clarifiée avec l'objectif de procurer plus de marges budgétaires aux États membres devant affronter des conditions économiques difficiles et/ou mettant en place des réformes « structurelles » pour reprendre la terminologie de la Commission .

Cependant, comme on pouvait s'y attendre, les deux initiatives n'ont pas suffi pour susciter la forte et soutenable reprise nécessaire. La Plan Juncker a été mis en place lentement et est toujours loin du volume visé. Pire, on eut penser non sans raisons que les effets positifs sur l'investissement ne se sont pas ajoutés à l'existant mais que le Fonds a pour une grande part financé des investissements qui auraient été faits de toute manière. La marge supplémentaire créée par la nouvelle interprétation du Pacte de stabilité et de croissance n'a pas non plus été d'une grande efficacité. Certes, l'Espagne et le Portugal n'ont pas été sanctionnés pour leurs dépassement budgétaires, mais ils ont tout de même été soumis à une forte pression par la Commission et le Conseil pour consolider leurs budgets.

Le résultat global de cette timide tentative de stimuler la demande par des moyens non monétaires

sont assez décourageants. Les prévisions de croissance de la zone euro n'ont pas augmenté depuis le printemps 2014, moment où le petit glissement de politique a commencé. Et même si certains pays de la périphérie comme l'Espagne et le Portugal ont connu une certaine reprise, essentiellement à cause d'une politique budgétaire moins restrictive, des pays comme la France et l'Autriche ont souffert au contraire de politiques budgétaires plus restrictives. Avec l'affaiblissement général de l'économie mondiale et les incertitudes liées au Brexit, la fragilité de la reprise s'est accrue.

## **Des politiques macroéconomiques alternatives**

Il faut une approche différente de la politique macroéconomique de l'UE. À court terme, elle doit permettre une reprise forte et soutenable qui assure le plein emploi, une croissance équitable et qui, dans la durée, favorise un développement égal, évitant les évidents déséquilibres macroéconomiques. L'actuelle approche de la politique macroéconomique, qui échoue totalement, cherche à atteindre ce résultat par une combinaison d'austérité budgétaire et de dévaluation compétitive pilotée par des « réformes structurelles » du marché de l'emploi qui reviennent, pour l'essentiel, à démanteler les droits des travailleurs, à affaiblir les syndicats et à casser l'État providence.

Une alternative convaincante suppose au moins six changements importants :

1. L'exigence d'un budget en équilibre doit être remplacée par celle d'une économie équilibrée, ce qui inclut l'objectif de niveaux élevés et soutenables d'emploi. La politique budgétaire

doit être utilisée comme un instrument pour atteindre cet objectif à court et à long terme. Une distinction claire doit être faite entre les dépenses gouvernementales ordinaires et celles consacrées à l'investissement, ces dernières pouvant être financées par l'endettement si nécessaire. À court terme, il existe une marge substantielle non utilisée dans le cadre politique actuel. Elle doit servir à dégager un stimulus positif substantiel pour plusieurs années pour renforcer la reprise. Il faut viser une reprise coordonnée plutôt que l'austérité généralisée. La Banque centrale européenne (avec les banques centrales nationales pour les pays hors zone euro) devrait soutenir pleinement les politiques budgétaires favorisant la prospérité et renoncer aux appels renouvelés à la consolidation budgétaire.

2. Augmenter les marges pour les politiques budgétaires nationales est d'une importance clé, dans le moyen et le long terme. Une politique budgétaire européenne plus ambitieuse est importante aussi. Un budget substantiel au niveau européen doit servir à financer les investissements à l'échelle européenne, ainsi que les biens et services publics, et à mettre en œuvre une politique budgétaire contra-cyclique au niveau européen, et soutenir ainsi les politiques budgétaires nationales. Un budget au niveau fédéral avec des pouvoirs de lever l'impôt et la possibilité de faire des déficits et des excédents a longtemps été considéré comme un complément nécessaire à la monnaie unique. Une

politique budgétaire fédérale permettrait de prévenir les difficultés économiques et d'organiser les transferts des régions plus riches vers les régions plus pauvres. Aujourd'hui, le budget de l'UE est de l'ordre de 1% du PIB de l'UE et doit être en équilibre. Pour avoir un impact à des fins de stabilisation, le budget devrait être augmenté de façon substantielle (pour atteindre de l'ordre de 5% du PIB de l'UE) ; l'UE devrait être autorisée à faire des déficits et des excédents, selon les conditions économiques ; ce budget doit enfin être conçu de façon progressiste. L'impôt au niveau fédéral et les dépenses publiques se substitueraient à certaines fractions de l'imposition et des dépenses nationales. L'élaboration d'une politique budgétaire fédérale est un projet de long terme et apporterait de nouveaux éléments à une union politique de fait. Elle est nécessaire au fonctionnement et au succès d'une monnaie unique. Mais les propositions officielles actuelles pour une « capacité budgétaire » de l'UE sont dangereuses car elles visent à renforcer le niveau de l'UE sans contrôle démocratique adéquat et aux dépens des politiques budgétaires nationales, qui seraient affaiblies et mises sous contrainte.

3. Une politique budgétaire plus active au niveau européen devrait s'inscrire dans une politique plus large pour affronter les déséquilibres économiques et sociaux au sein de l'UE. À cette fin, cette politique ne devrait pas seulement viser une croissance générale, mais aussi à surmonter les disparités aux niveaux national et

régional, ainsi qu'entre secteurs. Une approche européenne est essentielle pour que le développement ne soit pas dominé par la compétition mais recherche plutôt la soutenabilité en tenant compte des points de départ et des potentiels différenciés.

4. Une stratégie européenne de long terme pour l'investissement doit être adoptée pour promouvoir l'investissement public et soutenir l'investissement privé dans des secteurs clés sur le plan économique, social et environnemental afin de renforcer la croissance de la productivité grâce à des politiques industrielles stratégiques dans les pays de la périphérie. Ces politiques sont nécessaires pour reconstruire les capacités productives et améliorer la compétitivité dans les pays en déficit. Les politiques structurelles et régionales de l'UE devraient être renforcées et élargies et une nouvelle politique industrielle basée sur un grand programme d'investissements publics et privés mise en place. Ces politiques structurelles et industrielles devraient être plus particulièrement conçues pour rendre les systèmes productifs et les transports de l'énergie plus soutenables sur le plan écologique. Des programmes de l'UE pour soutenir et financer l'investissement privé dans les pays en déficit (et plus généralement dans les pays de l'UE avec des niveaux comparativement plus faibles de revenus) sont également nécessaires. Ces politiques favoriseraient la réduction des déficits des comptes courants sans recourir à la déflation.

5. Il faut mettre un terme à l'actuelle stratégie déflationniste de dévaluation compétitive et la remplacer par une politique de croissance des salaires qui assure en même temps une participation équitable des travailleurs dans la croissance du revenu national et une inflation stable. Comme règle de base, les salaires nationaux devraient en moyenne croître au rythme de croissance de la productivité moyenne plus la cible d'inflation de la BCE. Toutefois, comme il existait une tendance à l'accroissement général de la divergence des comptes courants avant la crise financière, avec plusieurs membres de l'Union monétaire européenne enregistrant des déficits croissants, certains écarts par rapport à cette règle générale, surtout dans les pays excédentaires, seront nécessaires. À partir de la reconnaissance mutuelle que les pays excédentaires ont autant de responsabilités que les pays en déficit pour résoudre les déséquilibres, les pays excédentaires peuvent contribuer à réduire les déséquilibres par des politiques de relance interne fortes. Cela aidera à augmenter la demande d'exportation pour les pays à déficit et, par le biais d'augmentations de salaires plus rapides dans les pays excédentaires, à réduire leur excessive compétitivité à l'exportation.
6. Des mesures efficaces doivent être prises pour combattre la concurrence fiscale. Alors que les autorités nationales continuent d'avoir des marges pour mettre en place des politiques fiscales progressistes et équitables, la concurrence fiscale internationale érode sur le long

terme la partie ressources des budgets publics. La concurrence fiscale est à l'origine d'une grande injustice, de larges secteurs de la population ne pouvant échapper à l'impôt alors que les grandes entreprises et les riches ont de multiples possibilités d'évitement ou d'évasion fiscale ; par ailleurs, la concurrence fiscale fragilise la disposition à payer l'impôt et à financer par là l'État-providence et la solidarité sociale. Les mesures prises par l'UE pour limiter l'évasion fiscale devraient par conséquent être considérablement renforcées. En même temps, le besoin existe d'harmoniser la fiscalité, au moins pour les taxes sur les bénéfices des entreprises et les revenus du capital, la base la plus mobile de l'assiette fiscale au niveau international. Une assiette commune pour l'impôt sur les entreprises devrait être accompagnée de taux d'imposition minimums, qui pourraient être différents pour les États membres ayant adhéré avant 2004 et ceux qui sont venus après. En même temps, un impôt uniforme sur les bénéfices des entreprises constituerait une ressource fiscale pour le budget de l'UE : dans le contexte d'une Union monétaire avec mobilité des travailleurs et du capital, cela contribuerait à limiter la baisse des taux d'imposition des entreprises entre les pays et leur utilisation pour attirer les investissements au détriment des autres États membres. Une taxe sur les transactions financières constituent un autre outil fiscal à introduire. Elle devrait s'appliquer dans tous les États membres et représenterait

un moyen important de limiter la taille des marchés financiers.



## **2. Les politiques monétaires et financières de l'UE : la fin de l'argent facile ?**

Il existe maintenant des signes montrant que la politique de crédit facile de la Banque centrale européenne (BCE) pourrait peut-être avoir atteint ses limites, alors que les nouveaux pouvoirs acquis par la banque durant la crise ont aggravé fortement le manque de contrôle démocratique au sein de l'UE. Dans le même temps, la principale initiative de l'UE dans le domaine financier, l'Union des marchés de capitaux, n'ouvre pas de véritable perspective de reprise économique.

### **Politique monétaire**

Avant que n'éclate la crise financière en 2007-2008, c'est une conception minimaliste de la politique monétaire qui prévalait. On demandait à la banque centrale de poursuivre un seul objectif : la stabilité des prix, grâce au déploiement d'un instrument principal unique, le taux d'intérêt à court terme sur le marché du crédit interbancaire. Pour répondre à la crise, la BCE, comme les autres banques centrales, ont adopté une politique bien plus complexe et plus active, même si les gouver-

nements de certains États membres, notamment le gouvernement allemand, se montraient réticents devant ces changements.

Les taux d'intérêt à court terme ont été réduits à plusieurs reprises (après une tentative avortée de les relever en 2011) et sont même devenus négatifs pour les dépôts des banques commerciales à la BCE, ce qui a conduit aussi à des rendements négatifs dans d'autres domaines à risque faible comme la dette souveraine allemande. Par ailleurs, des crédits à long terme (3 ans) ont été généreusement accordés aux banques commerciales à des taux très avantageux (les TLTRO, pour *Targeted long-term refinancing operations*).

Cependant, les principaux canaux utilisés pour injecter des liquidités dans l'économie de la zone euro ont été une série de programmes d'achat de titres financiers – obligations émises par les banques, par les gouvernements de la zone euro, « obligations sécurisées » (garanties par les banques qui détiennent des créances contre les dettes sous-jacentes) et, plus récemment, celles émises par d'autres entreprises. Le programme d'achat d'obligations en cours, qui doit continuer jusqu'en mars 2017, prévoit 80 milliards d'achats tous les mois, programme qui a été prolongé avec un montant légèrement réduit à 60 milliards d'euros tous les mois jusqu'à la fin 2017. (Il faut noter cependant que les risques liés aux obligations souveraines achetées sont décentralisés, chaque banque centrale dans la zone euro détenant la dette de son propre gouvernement.)

## La BCE

Ces mesures – considérées jusqu'à une date récente comme totalement non orthodoxes – ont gonflé à plusieurs reprises le bilan de la BCE, de quelque 600 milliards avant la crise financière à 3 000 milliards actuellement. Par certains aspects, ces politiques s'élargissent à des décisions qui sont normalement plus budgétaires que monétaires – par exemple, la décision d'acheter certaines obligations d'entreprises, plutôt que d'autres, revient à soutenir les entreprises de secteurs ou de territoires spécifiques. En même temps, la BCE a acquis d'importantes responsabilités nouvelles. Avec l'Union bancaire, elle est devenue le régulateur de la plus grande partie du secteur bancaire commercial de la zone euro, y compris les plus grandes banques et celles, plus petites, qui sont cependant relativement grandes pour les économies des États membres dans lesquelles elles sont basées. Elle supervise aussi la régulation de banques plus petites par les autorités nationales et a le pouvoir d'intervenir, et même de prendre le pas sur la régulation nationale, si des problèmes surviennent qui concernent l'ensemble du système bancaire. L'Union bancaire a toutefois été créée de telle manière qu'elle empêchera un financement central efficace pendant plusieurs années. Les banques de l'UE restent sous-capitalisées, alors que l'austérité et la récession minent la situation des clients des banques, entreprises ou particuliers dans de nombreux pays, comme l'Italie, ce qui en retour affaiblit les banques elles-mêmes. Des responsabilités élargies pour la BCE en matière de stabilité financière ont émergé avec la localisation du Comité européen du risque systémique à Franc-

fort et la nomination de Mario Draghi à sa présidence. La BCE n'est pas totalement devenue un prêteur en dernier ressort de la même façon que d'autres banques centrales à cause de la forte résistance des représentants allemands, qui y voient le risque d'encourager les gouvernements, les banques et les grandes entreprises non financières à emprunter trop fortement. Toutefois, les problèmes macro-prudentiels – l'émergence potentielle de graves menaces pour la stabilité au sein de l'économie de marché – sont maintenant reconnus et la BCE est chargée de repérer et de traiter de tels dangers.

En fin de compte, la BCE a bien sûr agi comme un des membres de la Troïka, en même temps que le FMI et la Commission européenne, et a par conséquent partagé la responsabilité pour les mesures extrêmement détaillées et intrusives imposées comme conditions à l'octroi de crédits d'urgence aux États membres touchés par la crise. Dans ce contexte, il n'existe virtuellement plus aucun domaine socio-économique dans lesquels les décisions de la BCE n'affectent pas ces pays<sup>1</sup>.

## **Union des marchés de capitaux**

Les banques européennes, dont les bilans jouaient beaucoup sur l'effet levier, ont été parmi les plus exposées dans le monde à la crise financière ouverte aux États-Unis en 2007. En réponse, la Commission euro-

---

1. Hans-Jürgen Bieling & Mathis Heinrich, *Central Banking in der Krise. Neue Rolle der Europäischen Zentralbank im Finanzmarktkapitalismus, Widerspruch* No. 66, 2015.

[Les banques centrales dans la crise. Nouveau rôle de la Banque centrale européenne dans le capitalisme des marchés financiers].

péenne a appelé à une pause temporaire dans les efforts de pousser l'intégration financière européenne par une stratégie essentiellement dérégulatrice. En particulier, les projets de promouvoir en Europe un marché de l'immobilier basé sur des subprimes ont été abandonnés. La responsabilité de l'intégration financière a été retirée à la Direction générale pour le Marché intérieur pour relever d'une responsabilité séparée au sein de la Commission. Les structures de supervision pour les assurances, les banques et le commerce des actions ont été renforcées, le Comité pour les risques systémiques a été créé et un large ensemble de réformes de la réglementation – plus de 40 mesures législatives – a été mis au point.

Mais la Commission Juncker, nommée en 2014, est revenue à une stratégie d'intégration par l'extension du marché. Sa principale proposition a été celle d'une Union des marchés de capitaux, couvrant les échanges d'obligations, d'actions et d'autres titres dans toute l'UE. Cette initiative s'inspire des pratiques américaines – aux États-Unis les marchés des actions jouent un bien plus grand rôle que dans l'UE où la finance s'appuyant sur les banques prédomine. Derrière les efforts de la Commission de déplacer l'équilibre de la finance européenne vers le modèle des États-Unis, il y a une préoccupation à propos de la situation générale des banques européennes – toujours à fort effet de levier, sous-capitalisées et handicapées par des crédits de qualité douteuse – et l'espoir qu'un glissement vers une finance basée sur les actions accélérerait la croissance dans l'UE et, par conséquent, atténuerait les crises politique et économique en Europe. Cette politique pouvait aussi déplacer la pression s'exerçant sur

la zone euro vers le Marché unique et spécialement la Grande-Bretagne, avec ses énormes marchés de capitaux et, depuis peu, des performances économiques un peu moins molles.

## **Les limites de la politique monétaire**

Si les politiques budgétaires restrictives adoptées partout dans l'UE devaient être considérées comme intangibles, il n'y a pas de doute que des politiques monétaires extraordinairement accommodantes seraient et resteraient nécessaires. Des politiques semblables ont été jugées nécessaires même aux États-Unis où les dépenses publiques et les politiques fiscales ont apporté beaucoup plus de soutien à l'économie. Devant un *crash* financier sans précédent, l'alternative ne pouvait être la vente massive d'actifs par les banques, les entreprises et les individus en difficulté parce que grevés de dettes, ce qui aurait conduit à une faillite économique totale. Cependant, des signes de plus en plus nombreux montrent que la solution choisie, à savoir des taux d'intérêt faibles et d'abondantes liquidités, ne suffit pas, même si elle reste nécessaire, à susciter une dynamique de reprise pour de réels progrès contre le chômage.

- La BCE n'arrive pas à atteindre son objectif d'une inflation juste en dessous de 2%. La croissance des salaires reste trop faible pour y arriver ; les propres prévisions de la BCE indiquent une inflation très inférieure à l'objectif à la fin 2018 ; la conséquence est une pression accrue sur les

gouvernements, les ménages et les entreprises endettés.

- L'argent facile a affecté la demande agrégée à travers la dépréciation de l'euro ; les très forts excédents de paiement de la zone euro rendent la poursuite de la dépréciation improbable ; dans tous les cas, elle créerait d'importants dysfonctionnements dans le contexte économique mondial actuel.
- Le crédit facile ne stimule la demande agrégée que dans la mesure où, sans lui, la dépense resterait freinée par les contraintes financières ; mais ces contraintes n'existent pas à grande échelle dans la zone euro actuellement – en particulier, beaucoup parmi les plus grandes entreprises détiennent des liquidités. Ce qui les freine pour investir, ce ne sont pas les contraintes financières mais les incertitudes systémiques et la faiblesse de la demande.
- Parce que les politiques de la BCE exigent des différentiels permanents (primes de risque) dans les taux d'intérêt payés par les divers gouvernements, il existe aussi des différentiels dans les taux proposés aux entreprises. Les données de la BCE montrent que les taux médians du crédit pour les entreprises des pays de la zone euro en « difficulté » (Chypre, Grèce, Irlande, Italie, Lituanie, Lettonie, Portugal, Slovénie et Espagne), bien que faibles, tournent autour de 4%, soit près du double qu'ailleurs dans la zone

euro<sup>2</sup>. C'est pourtant dans ces pays, et notamment en Grèce, que les contraintes financières sur les entreprises sont les plus fortes.

- S'appuyer sur du crédit bon marché pour soutenir l'économie conduit à des conséquences non voulues ; l'une d'entre elles est la possibilité de bulles du prix des actifs : de faibles rendements sur certains placements encouragent les détenteurs de capitaux à en chercher de meilleurs, notamment dans des actifs à risques. C'est l'abondance même du crédit qui rend cela possible, et le prix initial augmente quand un type particulier d'actif est recherché et que cela est interprété comme la possibilité de retours sur investissement élevés ; aujourd'hui, certains commentateurs considèrent le grand nombre de fusions et de rachats comme preuve d'une telle bulle – si les valeurs sur les marchés d'actions chutent, beaucoup de ces transactions, qui peuvent ne pas conduire à des investissements réellement productifs, reviennent concrètement à en détourner les fonds. Il existe aussi des signes de bulles immobilières en Allemagne et en Slovaquie.
- Une autre conséquence imprévue est l'inégalité croissante qui résulte des prix élevés des actifs – les prix de l'immobilier, par exemple, tendent à augmenter comme conséquence de faibles taux d'intérêt et du rachat d'actifs par les banques centrales.

---

2. BCE, *Financial Integration in Europe*, avril 2015, p. 29.  
[L'intégration financière en Europe]

- Les compagnies d'assurance et les fonds de pension peuvent être en difficulté pour remplir leurs obligations envers leurs clients à cause de l'absence d'actifs sûrs garantissant un rendement positif. Une étude de la Bundesbank montre que des taux d'intérêt durablement égaux à zéro peuvent conduire à des difficultés dans l'assurance-vie en Allemagne..

Pour toutes ces raisons, une « normalisation » de la politique monétaire pour assurer des taux d'intérêt faibles mais clairement positifs peut être souhaitable – mais seulement dans le contexte d'une politique budgétaire plus expansionniste. Des personnalités de l'UE, comme le président de la Bundesbank Jens Weidmann et le commissaire Pierre Moscovici plaident pour une normalisation monétaire et, en même temps, pour des politiques budgétaires plus restrictives en France, en Italie et partout ailleurs. Une telle formule est grosse de nouvelles récessions et d'une diminution de l'emploi.

## **Le Brexit et la finance**

Même avant que le résultat du référendum ne soit connu, suggérer que l'Union des marchés de capitaux pouvait contribuer à la reprise économique dans l'UE paraissait peu plausible. La volonté de développer les marchés financiers repose sur une interprétation simpliste des performances économiques des États-Unis, qui tiennent davantage à des politiques macro-économiques de soutien qu'à une structure financière spécifique. Les mesures envisagées pour promouvoir l'Union des marchés de capitaux étaient

mineures et peuvent difficilement inverser les déséquilibres actuels au sein des États membres au regard de leurs conditions financières, qui se traduisent par des taux différents pour leurs obligations souveraines. Aujourd'hui le Brexit laisse ce projet en rade car il est clair que les marchés financiers britanniques avaient l'intention de devenir la pièce maîtresse du marché des actions. Le départ de la Cité de Londres du Marché unique signifie qu'elle ne peut pas jouer ce rôle maintenant.

Un rapport de l'institut allemand IMK (*Institut für Makroökonomie und Konjunkturforschung*-Institut de recherche sur la macroéconomie et la conjoncture)<sup>3</sup> met en évidence que les politiques d'austérité en général et en particulier le « frein à la dette » ou *debt brake*, une tentative d'empêcher le gouvernement allemand de recourir au crédit, ont pour résultat d'affaiblir le système financier de l'UE en aggravant le manque d'actifs sûrs qui aide à stabiliser les banques et autres institutions financières.

## Des instruments inadaptés

Il faut en conclure que les politiques monétaires non orthodoxes ne sont pas des instruments propres à soutenir la reprise économique dans la zone euro et que la restructuration financière envisagée par la Commission est au mieux inadaptée. Il existe différents types de mesures budgétaires qui pourraient soutenir une crois-

---

3. Silke Tober, « The ECB's Monetary Policy: stability without safe assets ? », *Social Europe*, No. 9, mai 2016.

[La politique monétaire de la BCE : la stabilité sans des actifs sûrs ?]

sante forte et durable de l'emploi, impliquant à divers degrés des programmes d'investissement centralisés au niveau européen ou des politiques coordonnées des États membres. Cependant, si rien de tout cela ne s'avérait politiquement faisable, il pourrait être impossible pour la gauche de résister aux pressions pour une dissolution de l'Union monétaire.

En 2016, la BCE a continué et a même renforcé sa politique de crédit facile. Il y a cependant des signes aujourd'hui montrant que celle-ci a probablement atteint ses limites. Au cours de la crise, la BCE a obtenu des pouvoirs et des responsabilités nouveaux, qui font que son indépendance à l'égard de toutes les instances politiques de l'UE devient une grave violation des principes démocratiques. Dans le même temps, la principale initiative de l'UE dans la sphère financière, l'Union des marchés de capitaux, n'aura probablement pas d'effets économiques significatifs. Elle sera de toute manière sérieusement perturbée par la sortie en cours de la Grande-Bretagne de l'UE.



### 3. Les migrations et la solidarité dans l'UE

Il n'est certainement pas exagéré de dire que les migrations au sein de l'UE et celles venant de l'extérieur ont sérieusement mis en cause l'unité et la solidarité dans l'UE, dans une mesure comparable à l'incapacité de résoudre la crise de l'euro. Les migrations ont été un des éléments clés dans le débat sur le Brexit et ont eu une influence sur le résultat final en juin 2016. En septembre 2016, la Hongrie a tenu un référendum sur la directive de l'UE qui fixe des quotas à chaque pays, proportionnellement à sa population, pour l'accueil des réfugiés en 2016. Le référendum hongrois a rejeté les quotas européens, même si c'est avec une faible majorité. La décision louable de Madame Merkel d'accueillir les réfugiés syriens a renforcé le parti d'extrême droite Alternative für Deutschland (AfD) qui attaque sa politique migratoire et nourrit les sentiments islamophobes et anti-UE de la population. D'autres membres de l'UE comme la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie ont aussi contesté la décision de Madame Merkel d'admettre les réfugiés musulmans en disant que cela allait menacer la culture chrétienne de l'Eu-

rope. Il y a eu aussi des politiques défavorables aux immigrés dans d'autres pays européens, qui ont touché aussi bien les migrants intérieurs à l'UE que ceux qui viennent de l'extérieur. Il est intéressant de noter que certains des pays qui font les déclarations et les actions les plus violentes contre les migrants de l'extérieur de l'UE, comme la Hongrie et la Pologne, ont un pourcentage de non-nationaux très faible dans leur population (1,5 et 0,3 % respectivement, en incluant les citoyens de l'UE<sup>1</sup>) alors qu'un grand nombre de leurs propres nationaux ont migré vers d'autres pays de l'UE grâce à la liberté de circulation dans l'UE.

## **Vagues de migration et politiques migratoires de l'UE**

Il existe divers courants migratoires, avec des dynamiques économiques et politiques différentes. Pour certains pays, comme la Grande-Bretagne, ce sont les migrations internes à l'UE venant des pays de l'Est qui ont été stigmatisées comme « problèmes », alors que pour d'autres, comme l'Allemagne, ce sont les migrations venant de l'extérieur de l'UE. .

Les migrations internes à l'UE sont réglementées par le principe de « libre circulation », conformément à l'article 3.c du traité de Maastricht qui définit un « marché intérieur caractérisé par la suppression, entre les États membres, des obstacles au libre mouvement des biens, des personnes, des services et du capital ». Cet article est renforcé par l'article 8.a qui dispose que « chaque citoyen de l'UE a le droit de circuler et de

---

1. Chambre des Communes, *Migration Statistics*, 2016, numéro SN 06077.

résider librement sur le territoire des États membres. Ce sont des extensions de l'article 48 du traité de Rome de 1957 dont l'objectif était de mettre en œuvre « la libre circulation des travailleurs » dans la Communauté économique européenne. Qui, dans les années 1960, a aidé à atténuer le chômage dans les régions en dépression du Sud de l'Italie grâce à l'émigration vers les zones plus prospères de la Communauté.

Dans ce contexte, les migrations ont été un important moyen d'améliorer le niveau de vie. Cela a fonctionné tant que les flux migratoires étaient relativement faibles et ne se concentraient pas sur un petit nombre de pays de destination. Par ailleurs, dans les années 1980, les craintes manifestées devant la possibilité de courants migratoires importants des nouveaux pays membres du Sud de l'Europe (par exemple la Grèce, l'Espagne et le Portugal) vers les pays du Nord ne se sont pas matérialisées. Il y a eu tout au plus des migrations de retraités des pays plus riches vers le Sud plus pauvre, en particulier vers l'Espagne et le Portugal. Cependant, avec le modèle dominant de libre-échange et de faible croissance économique, le libre mouvement du capital et de la main-d'œuvre (avec des dépenses minimales pour les fonds structurels et sociaux) ont été tout sauf ce qui est nécessaire à la convergence économique.

L'élargissement de l'UE à de nombreux pays en 2004 (l'Estonie, Chypre, la Hongrie, Malte, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, la Slovénie) et en 2013 (la Croatie) ont changé la dynamique, en termes quantitatifs, des flux migratoires et accentué la concentration des migrants dans un petit nombre de pays. Étant donné les dispa-

rités économiques entre les nouveaux membres et l'ancienne Europe des 15, les pays de cette dernière étaient préoccupés par l'impact négatif des grands flux migratoires sur leurs marchés du travail et la pression sur les services sociaux et de bien-être. On a proposé à l'Europe des 15 un « accord transitoire » d'une durée de 7 ans instituant certaines limitations à la « liberté de circulation » pour les nouveaux citoyens de l'UE. À l'exception de l'Irlande, de la Grande-Bretagne et de la Suède, tous les autres pays de l'Europe des 15 ont accepté « l'accord transitoire ». La conséquence a été une arrivée massive de migrants, principalement des pays de l'Est, dans ces trois pays, qui connaissaient par ailleurs des manques de main-d'œuvre dans certaines spécialités et zones géographiques<sup>2</sup>. Ni l'UE ni les pays de destination n'envisageaient à l'origine de soutien aux régions où la demande de main-d'œuvre immigrée était forte. Des développements politiques récents, en particulier le référendum britannique et la montée de la xénophobie et des attaques contre les migrants dans plusieurs États membres, ont poussé les gouvernements nationaux à demander des aides pour les zones accueillant les migrants.

Le traité de Maastricht (et celui de Rome) ont davantage mis l'accent sur la libéralisation des échanges entre les pays membres que sur des questions comme la convergence des niveaux de vie. Les questions de pauvreté et les politiques sociales relèvent pour l'essen-

---

2. N. Shimmel, « Welcome Europe, but please stay out: Freedom of Movement and the May 2004 expansion of the European Union », *Berkley Journal of International Law*, Vol. 24, Issue 3, 2006.

[Bienvenue l'Europe, mais de grâce restez dehors : la liberté de circulation et l'élargissement de l'Union européenne en mai 2004]

tiel des États membres, même s'il existe des directives de l'UE et une supervision légale (la directive sur le temps de travail est un exemple). Mais selon les dispositions anti-discrimination de la « liberté de circulation », les migrants intra-UE ont les mêmes droits que les nationaux en matière d'aide sociale et d'accès à la plupart des services d'éducation et de santé. Alors qu'il y a peu de preuves de ce que l'on appelle « le tourisme du *welfare* », permettant aux personnes qui émigrent de bénéficier d'avantages liés à l'emploi ou à la sécurité sociale dans les pays de l'Europe des 15 plus riches, des problèmes pour les services locaux (santé, éducation, logement et transports) existent, spécialement dans certaines zones, comme la Grande-Bretagne, qui ont fait l'expérience d'années de coupes dans les budgets sociaux, de privatisations, et de façon générale, de politiques néolibérales orientées par le marché depuis les années 1980. En d'autres mots, la pression sur les services locaux n'est que partiellement due à la présence des migrants. Au total, les migrants ne sont pas une charge pour les économies des pays d'accueil. De plus, le coût de leur éducation a été pris en charge antérieurement dans beaucoup de cas par leur pays d'origine. Ils sont en moyenne plus jeunes et participent davantage que les nationaux au marché du travail. Ils contribuent à l'économie du pays d'accueil et à ses ressources en payant des impôts, qui servent à financer les services publics nationaux et locaux dans les pays d'accueil. Cela n'a pas empêché que les immigrés deviennent des boucs-émissaires pour des problèmes sociaux et économiques du pays d'accueil dont la cause est la mondialisation néolibérale.

En même temps, il faut noter qu'une partie non négligeable de bénéficiaires de l'aide sociale ont un emploi mais avec des revenus qui font qu'ils sont qualifiés de pauvres, une caractéristique que partagent nationaux et immigrants. Selon les derniers chiffres disponibles, 17 millions de personnes pauvres (soit 15% d'un total de 120 millions) occupent aujourd'hui un emploi<sup>3</sup>.

En dépit du fait que la grande majorité des migrants vivent de leurs propres ressources et de leur travail et satisfont totalement aux règles de la « libre circulation » disposant que les migrants ne doivent pas être une charge pour les pays d'accueil, le sentiment, nourri par la propagande d'extrême droite, qu'il existe un « tourisme du *welfare* » à grande échelle et des abus des ressources du pays d'accueil persiste. Cela a conduit à l'expulsion de France et de Grande-Bretagne (avant le référendum sur le Brexit) des migrants pauvres, spécialement les Roms, en violation flagrante de la « liberté de circulation ».

Comme pour les migrants hors-UE, les débats et préoccupations actuels concernent davantage les demandeurs d'asile et les réfugiés que ceux qui entrent par le marché du travail et les procédures officielles de recrutement. Conformément à la Convention de Dublin et à ses modifications successives, une demande d'asile doit être déposée dans le premier pays « sûr » d'entrée dans l'UE, sauf si le demandeur d'asile peut prouver qu'il a des relations familiales proches (ce qui veut dire ordinairement un conjoint ou des enfants âgés de

---

3. Commission européenne, *Pauvreté des travailleurs et segmentation du marché du travail*, 4 février 2011, <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=89&langId=fr&newsId=986&furtherNews=yes>

moins de 18 ans) dans un autre pays de l'UE. La règle du premier pays « sûr » non seulement ignore les souhaits des demandeurs d'asile relatifs au pays où ils veulent s'établir pour des raisons personnelles, familiales ou culturelles, aussi bien qu'économiques, mais elle met une pression énorme sur les pays dits de la « ligne de front », comme la Grèce et l'Italie, depuis la guerre de Syrie et l'instabilité ou les conflits politiques incessants en Libye, en Irak ou en Afghanistan.

L'arrivée de dizaines de milliers de réfugiés principalement syriens sur les îles grecques proches de la Turquie a littéralement submergé l'infrastructure administrative grecque, un pays qui a eu à se débattre avec des années d'austérité sévère. C'est en réponse à de telles pressions et à la crise humanitaire que l'Allemagne a proposé l'asile aux réfugiés syriens. Certains pays de l'UE, notamment ceux qui sont sur la route entre la Grèce et l'Allemagne, ont contesté la politique allemande, au motif qu'elle était contraire à la règle de Dublin. Ces pays n'ont proposé aucune solution alternative réelle à la crise des réfugiés. L'intervention de la Commission européenne accordant soutien financier et logistique à la Grèce et répartissant les réfugiés en proportion de la population des pays de l'UE est venue trop tard et fut trop faible. L'UE a aussi proposé 2,35 milliards d'euros pour les camps de réfugiés en Turquie pour stopper le flux des demandeurs d'asile. Mais seulement 0,45 milliard a été déboursé jusqu'ici<sup>4</sup>. Quelques États membres de l'Europe de l'Est comme la Hongrie

4. Jozse Mencinger, *Refugees and thousandth: demographic and economic effects*, Document présenté à la 22ème conférence sur les politiques alternatives en Europe, Coimbra, Portugal, 2016. Sur le site : [www.euromemorandum.eu](http://www.euromemorandum.eu).

[« Réfugiés et millième : effets démographiques et économiques ]

et la Pologne ont catégoriquement rejeté la répartition des réfugiés syriens entre les États membres pour des raisons raciales et/ou religieuses à peine déguisées. Comme indiqué précédemment, les objections à l'entrée de musulmans syriens avaient été précédées par des objections à la « libre circulation » des Roms dans beaucoup de pays de l'UE. Les membres plus anciens de l'Union européenne ont aussi rejoint ce groupe hostile aux réfugiés – l'Autriche a érigé des barrières à certaines de ses frontières avec l'Italie et la Slovénie. Les dirigeants politiques de droite en Pologne et en Hongrie sont même allés jusqu'à soutenir que l'identité chrétienne et la pureté raciale de l'Europe seraient en danger.

Si les préoccupations présentées comme culturelles n'étaient pas simplement du racisme déguisé, elles seraient démenties par le fait que des personnes de confession islamique ont été présentes dans des parties différentes de l'Europe depuis des siècles, vivant paisiblement côte à côte avec d'autres religions ou que la culture populaire dans beaucoup de parties de l'UE, par exemple en Espagne, au Portugal, en Hongrie et en Roumanie, doit beaucoup à leur héritage culturel Rom.

Ces réactions ont sérieusement mis à l'épreuve la solidarité et la cohésion de l'UE aussi bien que les voyages sans visa dans l'espace Schengen, tout en ignorant le vieillissement démographique à long terme de l'UE et les faibles coûts liés à l'accueil du nombre actuel de demandeurs d'asile et de migrants dans l'UE.

## Approches alternatives

Se basant sur une hypothèse plausible d'une UE accueillant 3 millions de réfugiés, Mencinger estime que si l'UE devait offrir à ces réfugiés une assistance financière au niveau des transferts sociaux moyens dans l'UE, le coût total ne représenterait pas plus de 0.1 % du produit intérieur brut de l'Union européenne<sup>5</sup>. Selon le nombre de demandeurs d'asile alloués à chaque pays membre et son niveau de transfert social, le coût varie entre un minimum de 0.008 % en Lettonie et un maximum de 0.2 % du PIB au Danemark. L'Allemagne, avec la plus grande part des 488 000 demandeurs d'asile, devrait payer 0.17 % de son PIB. Ce sont des coûts supportables même pour les budgets d'austérité actuels et même les États membres les plus pauvres pourraient y faire face. Cela ne sera pas un engagement financier à long terme, mais pourrait baisser au fil du temps au fur et à mesure que les demandeurs d'asile obtiennent le statut de réfugié et s'installent – cela a été la leçon de l'histoire des flux migratoires précédents.

Pourtant de l'argent sera nécessaire et il faudra convaincre les populations nationales d'accepter les réfugiés et que tous les transferts sociaux aux réfugiés ne seront pas faits à leurs dépens, particulièrement dans les pays plus pauvres. La construction de la solidarité entre les ressortissants nationaux et les demandeurs d'asile et autres migrants est aussi importante que de trouver l'argent pour les soutenir.

On pourrait recommander plusieurs mesures pour soutenir à la fois les demandeurs d'asile et les régions

■  
5. *Ibid.*

mises sous pression par les flux de migration récents. Les deux objectifs pourraient être respectés si l'UE y consacrait un peu de l'argent utilisé par le programme d'*Assouplissement quantitatif* de la Banque centrale européenne. Cela aurait non seulement l'avantage de réduire la pression sur les gouvernements nationaux, qui pourraient consacrer leurs propres ressources au soutien des demandeurs d'asile, ce qui stimulerait aussi les économies locales. Il y a d'autres sources possibles, comme l'émission d'une obligation européenne « Immigration » comparable à l'obligation européenne « Défense » actuellement proposée<sup>6</sup>, cette dernière ayant pour objectif le renforcement des frontières externes de l'Union européenne et s'inscrivant donc dans une politique de contrôle de l'immigration.

En même temps, cela pourrait constituer une subvention supplémentaire pour les pays plus pauvres, avec une infrastructure de protection sociale faible. On pourrait aller encore plus loin en visant des services comme la santé et l'éducation, essentiels pour tous les résidents. L'impact inflationniste de telles dépenses serait modeste étant donné que l'argent pourrait être alloué proportionnellement au nombre de demandeurs d'asile et au niveau de développement de la protection sociale dans chaque pays. Dans beaucoup des pays concernés, c'est la déflation plutôt que l'inflation qui est la menace. L'UE devrait aussi coopérer avec les gouvernements nationaux pour cibler les municipalités qui sont sous pression par l'afflux d'un grand nombre d'immigrants de l'Union européenne et de demandeurs

---

6. « Bruxelles eyes bond to fund defence plan », *Financial Times*, 15 septembre 2016.

[Bruxelles lorgne vers une obligation pour financer le plan de défense]

d'asile et leur permettre de surmonter leurs problèmes financiers.

Ce sont des propositions modestes qui peuvent être mises en œuvre relativement vite, s'il y a une volonté de la part des dirigeants politiques de l'Union européenne. Ces dirigeants et leurs citoyens ont une responsabilité énorme pour faire reculer dans l'opinion publique la peur des migrants qui a conduit à des divisions profondes dans les sociétés européennes. L'Europe a connu des hauts et des bas quand les conservateurs et la droite ont accusé « les autres » d'être à l'origine des problèmes de chômage et de pauvreté. Nous devrions tirer les leçons des pogroms et des guerres des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Une civilisation se juge à la façon dont elle s'occupe des plus faibles.



## **4. Nationalisme de droite et nationalisme économique dans l'UE : les origines, programmes et réponses**

La crise mondiale qui a commencé en 2007-2008 a accéléré la montée de la droite nationaliste dans l'UE. Des partis nationalistes de droite gouvernent seuls en Hongrie et en Pologne. En Belgique, au Danemark et en Finlande, ils font soit partie de la coalition gouvernementale, soit la soutiennent sans faire partie du gouvernement. Dans beaucoup d'autres pays de l'Union européenne, des partis nationalistes de droite se sont renforcés au cours d'élections récentes.

La croissance actuelle de la droite nationaliste montre des parallèles avec l'entre-deux-guerres quand l'ordre économique libéral est entré dans une crise profonde. Comme Karl Polanyi l'a montré, deux mouvements opposés au libéralisme sont apparus – une alternative socialiste de gauche d'une part et des mouvements anti-démocratiques d'extrême droite, souvent de caractère fasciste, d'autre part. Il a souligné que, dans cet entre-deux-guerres, des gouvernements de gauche ont échoué à plusieurs reprises à gérer le système monétaire extrêmement rigide fondé sur l'étalon-or et à imposer des restrictions suffisamment

fortes aux mouvements internationaux de capitaux. Plus récemment, le Système monétaire européen (EMS) d'abord et plus tard la zone euro ont empêché de mener des politiques économiques progressistes ou de gauche, de façon à certains égards semblable à la période de l'étalon-or des années d'entre-les-deux guerres.

Le gouvernement Syriza, de gauche, a été exposé de façon extrême aux limitations de sa politique économique imposées par les institutions ordo-libérales de la zone euro. En 2015, il a subi une défaite stratégique quand le ministre des Finances allemand, Wolfgang Schäuble, lui a présenté le choix entre quitter la zone euro ou accepter l'austérité néolibérale et l'ajustement structurel. Comme Syriza ne s'était pas sérieusement préparé à quitter la zone euro et était soumis à une énorme pression, il a accepté les demandes des ministres des Finances de la zone euro, menés par Schäuble. La défaite de Syriza a affaibli d'autres partis de gauche comme *Die Linke* et *Podemos*, qui avaient préconisé des alternatives au sein de la zone euro. Au contraire, la droite nationaliste – par exemple Lega Nord en Italie – a été renforcée comme alternative auto-proclamée au libéralisme de l'euro. Pour beaucoup de partis nationalistes de droite, une critique forte de la zone euro est au cœur même de leur programme économique. Ils n'interprètent pas le conflit entre Syriza et les institutions de l'Union européenne comme un conflit entre des conceptions économiques différentes ou comme un conflit entre le mandat démocratique d'un gouvernement national et les concepts libéraux-autoritaires des créanciers, mais comme une lutte entre un État-nation disparu et l'UE.

## Cartographie de la droite nationaliste

La droite nationaliste englobe une large gamme de courants allant des conservateurs nationalistes libéraux – comme l'aile eurosceptique des conservateurs britanniques – aux forces ouvertement fascistes comme le parti hongrois Jobbik ou Chrysi Avgi en Grèce. Contrairement à l'ultra-droite de l'entre-deux-guerres, la plupart des partis nationalistes de droite d'aujourd'hui ne mettent pas en cause le pluralisme parlementaire. Cependant, ces partis qui gouvernent seuls – comme Fidesz en Hongrie et Prawo je Sprawiedliwosc (PiS) en Pologne – ont affaibli la séparation des pouvoirs et ont essayé de prendre le contrôle du pouvoir judiciaire et des médias.

Dans un bon nombre de cas, le nationalisme s'est radicalisé en racisme, souvent sous la forme de l'islamophobie. Des partis nationalistes de droite sont donc souvent classés selon le degré de nationalisme et de racisme affichés.

Une classification alternative pourrait être basée sur le caractère néolibéral, national-conservateur et, dans certains cas, sur les éléments fascistes dans leurs programmes et, potentiellement, leur pratique gouvernementale. Une telle classification semble être plus adéquate pour analyser les politiques économiques et sociales de la droite nationaliste. Parfois, c'est le néolibéralisme nationaliste qui prédomine. C'est le cas pour Obcansk á demokratick á strana (ODS) en République tchèque, Sloboda un Solidarita (SaS) en Slovaquie, UKIP et, initialement (un peu moins maintenant) Alternative für Deutschland (AfD). Dans de nombreux cas, c'est un mélange de néolibéralisme et

de nationalisme-conservatisme qui domine, avec une dimension anti-immigrés forte, comme pour Fidesz, Freiheitliche Partei Ö Sterreichs (FP Ö), Lega Nord et le Front national français. Pour certains de ces partis, les éléments nationaux-conservateurs sont plus forts, comme avec PiS en Pologne. Il y a enfin des formations avec des tendances et des références ouvertement fascistes. Comme indiqué ci-dessus, c'est le cas pour Jobbik en Hongrie, Chrysi Avgi en Grèce et ILudov á strana - Nase Slovensko en Slovaquie.

Plus l'orientation nationale-conservatrice est forte, plus les écarts avec les politiques économiques dominantes sont prononcés, y compris par l'inclusion de caractéristiques économiques hétérodoxes. Le conservatisme national a tendance à être particulièrement actif sur les questions liées aux relations de genre, avec des propositions qui visent à rétablir ce qui est perçu comme les rôles de genre « traditionnels ».

Dans les formations plus à droite, un accent fort est mis sur la « préférence nationale » quand il s'agit du social ou du marché du travail. Sur la base de l'exclusion de « l'autre », la droite ultra-nationaliste essaye de se présenter comme une « droite sociale ». Cette auto-proclamation comme force pro-sociale vise à élargir la base électorale traditionnelle, des couches moyennes vers les couches populaires. L'orientation vers la bourgeoisie nationale n'est pas abandonnée, cependant, avec des partis nationalistes favorisant le renforcement du capital « national » dans des secteurs économiques spécifiques.

## Des orientations de politique économique de droite, entre orthodoxie et hétérodoxie<sup>1</sup>

Ces dernières années, des partis nationalistes de droite ont de plus en plus incorporé des programmes hétérodoxes étatistes. De même, le rôle de mécanismes économiques et de protection sociale sélectifs a été renforcé. Ce changement avait déjà commencé avant la récente crise mondiale. L'adoption sélective d'éléments hétérodoxes vise à agrandir la base sociale des partis et à traiter des blocages et des phénomènes de crise spécifiques.

Les politiques économiques sont fortement déterminées par la position des pays concernés dans la division européenne du travail. Cela se voit particulièrement dans les positions par rapport à la zone euro, qui est un sujet clé pour la droite nationaliste. Les partis nationalistes de droite dans les économies principales néo-mercantilistes du centre, AfD en Allemagne et FPÖ en Autriche, préconisent la création d'une zone euro avec les économies d'exportation les plus fortes. Dans cette veine, le FPÖ exige « une restructuration rapide de la zone euro avec la sortie des économies faibles et de la réserver aux économies de force comparable si l'euro ne se stabilise pas ». Les États membres de L'Europe du Sud de la zone euro sont perçus comme un fardeau. Cette perspective est partagée par les néolibéraux nationalistes de Slovaquie SaS (Sloboda un Solidarita) qui soulignent les forts liens économiques et la culture austéritaire partagée avec l'Allemagne.

1. Pour plus de détails, Joachim Becker: « Editorial. Konturen einer wirtschaftspolitischen Heterodoxie von rechts », *Kurswechsel*, No. 3, 2015. [Éditorial. Contours d'une hétérodoxie économique de droite]

En Italie et en France, pays qui ont connu une forte désindustrialisation depuis l'adoption de l'euro, Lega Nord et le Front national sont très opposés à l'euro. Dans une brochure, Lega Nord souligne que l'euro est surévalué pour l'Italie et est donc nuisible pour l'industrie italienne. Alors que Lega Nord voit la sortie de la zone euro comme un préalable pour surmonter la crise, il ne la considère pas comme une panacée et préconise des politiques industrielles et d'investissement complémentaires. Lega Nord et le Front national accompagnent tous deux leur opposition à l'euro par des demandes pour les petites et moyennes entreprises.

En Europe Centrale, Fidesz, PiS et ODS se sont prononcés contre l'adoption de l'euro. Ils veulent préserver la possibilité de politiques de change nationales. Tant en Hongrie qu'en Pologne, la droite nationaliste considère la question monétaire comme une question politique importante. En Hongrie, les dettes libellées en devise étrangère étaient beaucoup plus répandues qu'en Pologne et constituaient un facteur majeur en 2008-09. C'était un problème très important pour les classes moyennes-supérieures, la base électorale principale de Fidesz. Après avoir remporté les élections, Fidesz a progressivement converti la dette étrangère en titres basés sur le forint. Pour cela, le parti était prêt à provoquer un conflit limité avec les banques, principalement sous contrôle étranger. La mesure a augmenté les marges de manœuvre pour une politique de change et de taux d'intérêt autonome, que Fidesz a utilisées dans une certaine mesure. Le gouvernement de Fidesz a augmenté son influence sur la Banque centrale et s'en est servi pour promouvoir sa politique économique.

Dans la campagne électorale de 2015, PiS en Pologne a aussi mis l'action sur la politique de change. Il a cependant jusqu'ici renoncé à la conversion obligatoire et préconise des solutions basées sur le volontariat. Ce changement semble avoir été motivé par le souci d'étendre la part des banques nationales dans le secteur bancaire. PiS semblent vouloir leur éviter la charge des coûts de conversion.

Élargir le rôle du capital national est au programme tant de Fidesz que de PiS. Dans le cas de Fidesz, cette volonté vaut exclusivement pour des secteurs spécifiques des services (comme le secteur bancaire). Pour les industries d'exportation, le gouvernement de Fidesz compte totalement sur l'investissement direct étranger. PiS, pour sa part, est plus critique à l'égard du modèle de développement actuel caractérisé par des salaires bas et des dépenses extrêmement faibles pour la recherche et le développement.

### **Des politiques sociales et de relations de travail entre néolibéralisme et conservatisme national**

Les politiques fiscales proposées par la droite nationaliste favorisent clairement le capital privé et les hauts revenus. Ce biais est visible dans leur position envers les syndicats. À l'exception notable de PiS, ces partis ont tendance à exprimer des positions anti-syndicales. En matière de politiques sociales, ils ont tendance à combiner – dans des proportions différentes – le *workfare* néolibéral et quelques éléments nationaux-conservateurs, principalement par les politiques familiales. De façon saisissante, PiS a fait de l'intro-

duction d'une prime de 500 zlotys pour chaque enfant au delà du deuxième l'élément principal de sa politique sociale. C'est la mesure la plus expansionniste en Pologne depuis les années 1970. Le but de la politique sociale conservatrice de PiS est de restaurer les rôles de genre prétendus traditionnels.

Dans plusieurs pays de l'Europe de l'Ouest avec une forte population d'origine immigrée, « la préférence nationale » a tendance à devenir le slogan de politique sociale principal de l'extrême droite. Par conséquent, l'exclusion est devenue le principe essentiel de cette variété de droite nationaliste. Dans quelques pays de l'Union européenne, comme l'Autriche (au moins au niveau régional), les partis dominants ont déjà commencé à mettre cette politique en œuvre en discriminant les réfugiés pour l'aide sociale.

Il y a peu de différences entre les programmes de politique économique et sociale des divers partis nationalistes de droite. Il en va de même pour leurs perspectives pour l'UE. Par exemple, les visions d'une zone euro plus petite, adoptées au centre et dans la périphérie, se complètent. Le conflit principal concerne l'immigration. Les partis nationalistes de droite du centre sont critiques ou même hostiles à l'immigration venue des pays de la périphérie (incluant souvent la périphérie de l'Union européenne) tandis que la droite nationaliste en Europe de l'Est veut préserver les migrations au sein de l'UE tout en s'opposant vigoureusement aux immigrés et réfugiés venus du dehors de l'UE.

## Les contre-stratégies

La droite nationaliste propose des solutions nationales plutôt qu'« européennes ». La réponse de la gauche ne peut pas être simplement d'affirmer la primauté des solutions « européennes » sur les solutions « nationales ». Elle devrait plutôt mettre l'accent sur les politiques socialement égalitaires, qui promeuvent des formes de développement régionallement plus égales et écologiquement durables. Cela devrait inclure une industrialisation sélective, à base nationale, dans la périphérie, qui exigerait bien sûr des mesures de protection. Les mesures contre-cycliques de court terme devraient viser une restructuration productive. Ce qui suppose des dérogations sélectives à l'*acquis communautaire*. Mais si des politiques alternatives ne sont pas possibles à cause des contraintes de la zone euro, quitter la zone euro devrait pouvoir être envisagé. La promotion du développement durable devrait commencer aux niveaux locaux, régionaux et nationaux. Le niveau national est, néanmoins, un terrain crucial et ne devrait pas être laissé à la droite. C'est aussi au niveau national qu'il y a les plus grandes possibilités de pression pour des changements progressifs de l'Union européenne puisque celle-ci est actuellement structurée d'une façon hostile aux forces populaires et de gauche.



# Relations européennes extérieures

## CETA

L'Accord économique et commercial global (AECG/CETA) et le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TAFTA/TTIP), négocié avec le Canada et les États-Unis respectivement, commencent à être connus davantage dans le débat public. Pendant plusieurs années en effet, ces traités – considérés comme des accords commerciaux approfondis ou de troisième génération – ont été négociés en secret. Pourtant, s'ils devaient être ratifiés, ils auraient des implications économiques, sociales et politiques majeures. En effet, sous le débat sur l'impact de ces traités sur la protection de l'environnement, les services publics, les droits de travailleurs et la protection des investisseurs, il y a la question de la capacité des pouvoirs publics à produire, en s'appuyant sur des choix collectifs, des réglementations qui s'imposent à tout un chacun, y compris au capital multinational. À cet égard, il faut rappeler la déclaration de David Rockefeller, le président de la Commission Trilatérale : « Quelqu'un doit prendre la

place du gouvernement et le monde des affaires me semble être l'entité la mieux placée pour le faire.<sup>1</sup>» Avec le TAFTA et le CETA, les Européens et plus généralement les citoyens des pays développés, découvrent la réalité de la constitutionnalisation de la mondialisation néolibérale<sup>2</sup>.

L'opposition s'est progressivement renforcée – bien qu'avec un certain décalage en raison du secret des négociations – particulièrement avec le début du processus de ratification du CETA. En France plus de 40 000 personnes sont descendues dans la rue dans plus de 30 villes, tandis qu'il y avait 10 000 manifestants à Bruxelles et 320 000 dans sept villes allemandes. Plusieurs parlements ont exprimé des réserves quant au traité. Seul le parlement wallon a persévéré dans le refus de voter son application provisoire. Il a accepté de le faire après avoir reçu certaines garanties.

Depuis le début de la suspension provisoire, à la demande de la France, des négociations sur le TAFTA et le début de l'application du CETA, ce dernier a volé la vedette au premier. Les risques les plus évidents sont la Coopération Réglementaire (RC) avec les États-Unis et le Canada et le mécanisme de Règlement des différends État/investisseurs (ISDS).

---

1. *Newsweek*, 1 février 1999.

2. Marija Bartl, « Reflections on the Impact of TTIP, CETA and TISA on the Legal Systems of the European Periphery, and in particular Croatia », Document présenté à la 22ème conférence sur les politiques alternatives en Europe, Coimbra, Portugal, 2016. Sur le site : [www.euromemorandum.eu](http://www.euromemorandum.eu) [Réflexions sur l'impact du TAFTA, du CETA et de L'Accord sur le Commerce des Services (TISA) sur la législation des pays de la périphérie européenne, et notamment de la Croatie]

## Coopération réglementaire (RC)

Le but de la Coopération réglementaire est de promouvoir la convergence dans ce domaine entre les deux parties. Elles partagent le même objectif à travers le Meilleur Agenda Réglementaire qui apparaît progressivement comme un domaine prioritaire de l'action de la Commission européenne : la déréglementation pour augmenter la rentabilité des entreprises par la baisse des coûts liés à la réglementation<sup>3</sup>. Les réglementations pour le consommateur et la protection de l'environnement, des droits sociaux, etc. sont seulement vues comme des coûts. Cette conception ignore le fait que ces règlements reflètent aussi des choix sociaux, corrigent certains travers du marché et contribuent au bien-être général.

La RC – prévue aussi dans le TAFTA – constitue une menace pour le modèle social européen. Elle accentuerait l'orientation pro-entreprises de la réglementation de l'Union européenne, compte tenu de la présence massive d'entreprises américaines au Canada (40 000) et de la proximité des réglementations américaines et canadiennes après des années de coopération réglementaire entre les deux pays dans le cadre de l'Accord de libre-échange nord-américain (l'ALENA). Des entreprises américaines pourraient ainsi imposer, via le CETA, une partie substantielle des objectifs du TAFTA.

La RC conduirait à une dégradation de la réglementation européenne – pour le présent et à l'avenir.

---

3. Kenneth Haar, « Cooperating to deregulate », Document présenté à la 21ème conférence sur les politiques alternatives en Europe, Coimbra, Roskilde, Danemark, 2015. Sur le site : [www.euromemorandum.eu](http://www.euromemorandum.eu). [Coopérer pour déréguler]

- La qualité de la réglementation actuelle serait affectée d'abord à cause du mécanisme-clé de coopération réglementaire dans le CETA, à savoir la reconnaissance mutuelle de l'équivalence des règlements. Cette disposition mènerait à la généralisation de règlements de qualité moindre car, de façon générale, à moindres coûts pour les industriels<sup>4</sup>. Les organismes génétiquement modifiés, le gaz de schiste, le bœuf aux hormones seraient autorisés alors qu'ils sont rejetés massivement par les Européens.
- Pour les règlements futurs, la complexité croissante du processus de prise de décision exige maintenant une évaluation d'impact pour chaque règlement sur le commerce et des investissements aussi bien qu'un dialogue réglementaire. Cela conduirait à des retards dans le processus réglementaire et, en général, un affaiblissement des règlements<sup>5</sup>. Pourtant, les défis de notre temps – le changement climatique, la pollution, la réglementation financière – exigent au contraire un renforcement des règlements existants et d'en adopter de nouveaux.

---

4. O'Brien Ronan, « Moving Regulation out of Democratic Reach: Regulatory Cooperation in CETA and its Implications », Document présenté à la 22ème conférence sur les politiques alternatives en Europe, Coimbra, Portugal, 2016. Sur le site : [www.euromemorandum.eu](http://www.euromemorandum.eu)

[Soustraire la réglementation à la démocratie : le coopération réglementaire dans le CETA et ses conséquences]

5. Kenneth Haar, « Cooperating to deregulate », Document présenté à la 21ème conférence sur les politiques alternatives en Europe, Coimbra, Roskilde, Danemark, 2015. Sur le site : [www.euromemorandum.eu](http://www.euromemorandum.eu).

[Coopérer pour déréguler]

Finalement, la RC obscurcirait encore plus et rendrait encore moins démocratique le processus de prise de décision. Ainsi, conformément à la disposition stipulant que chaque partie doit informer l'autre le plus tôt possible sur ses projets réglementaires, la Commission européenne devra discuter de ses projets futurs avec les autorités commerciales canadiennes et le monde des affaires avant même qu'ils ne soient soumis au Conseil ou au Parlement européens.

Par ailleurs, il faut noter que l'environnement, le droit du travail et le développement durable sont les seuls chapitres du CETA où le traité souligne l'importance de la transparence, de l'accès public aux informations et la participation publique. Ce sont malheureusement les seuls qui ne sont pas légalement exécutoires et où il n'y a pas de sanctions par conséquent. Dans tous les autres domaines où il y a obligation et sanction (avec le mécanisme Investment Court System ou Système judiciaire sur l'investissement-ICS), il y a absence complète de ces caractéristiques<sup>6</sup>.

### **Le mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS)**

Le mécanisme ISDS insère le Système judiciaire sur l'investissement (ICS) dans le CETA, après quelques changements mineurs qui ne font pas disparaître les

---

6. O'Brien Ronan, « Moving Regulation out of Democratic Reach: Regulatory Cooperation in CETA and its Implications », Document présenté à la 22ème conférence sur les politiques alternatives en Europe, Coimbra, Portugal, 2016.

[Soustraire la réglementation à la démocratie : le coopération réglementaire dans le CETA et ses conséquences].

défauts initiaux<sup>7</sup>. Les entreprises étrangères conservent le droit – exclusif et unilatéral – de poursuivre en justice des États devant des tribunaux d'arbitrage privés pour des pertes encourues après un changement de la législation. Un système à deux niveaux est ainsi institué : un pour les groupes multinationaux et un pour les entreprises nationales et les individus. L'ICS n'offre pas de garantie d'indépendance ou d'impartialité : le tribunal compétent pour juger les cas de litige n'est pas ouvert au public. Le mécanisme d'appel proposé est incomplet. On ne garantit pas l'indépendance des membres de l'ICS, car le CETA leur permet « de travailler par ailleurs (et d'être rémunérés par un investisseur étranger) en tant qu'arbitres de l'ISDS<sup>8</sup> ». Et, comme l'a souligné une étude du *Corporate Europe Observatory*, « dans un système unilatéral où seulement les investisseurs peuvent poursuivre en justice, on crée une motivation systémique forte d'être de leur côté – parce que tant que le système paie pour les investisseurs, davantage de plaintes et d'argent parviendront aux arbitres »<sup>9</sup>. Enfin, aucune sanction n'est prévue contre des juges en cas de manquement ou de faute. Si le système ICS était mis en place, il mettrait en cause la capacité régulatrice des pouvoirs publics et affaiblirait considérablement leur rôle. Bien que le CETA dispose que « le droit de réglementer dans leurs territoires pour réaliser les objectifs de politique légitimes

---

7. Van Harten Gus, « The European Joint Interpretive Declaration/Instrument on the CETA », *Osgoode Hall Law School Research Paper*, No. 6, Volume 13, Issue 2, 2017. [La Déclaration/Instrument européenne conjointe sur le CETA]

8. *Ibid.*

9. Corporate Europe Observatory, *The Great CETA swindle*, 18 octobre 2016. [L'arnaque du CETA]

est garanti aux États », la seule possibilité de les traîner devant un tribunal avec le risque d'indemnités colossales à payer suffira à paralyser les gouvernements<sup>10</sup>. De plus, la formulation des droits des investisseurs dans le traité est souvent vague et peut permettre des interprétations différentes.

### **S'opposer aux accords de libre-échange**

Le CETA doit encore être ratifié par les parlements nationaux. Donc, le niveau national sera le niveau clé pour s'opposer au CETA. Dans plusieurs pays, comme l'Allemagne, des signes montrent que le processus de ratification national pourrait s'avérer un obstacle pour l'adoption finale du CETA. Pour d'autres accords, comme le TAFTA, des actions aux divers niveaux, du local au niveau de l'Union européenne, semblent être appropriées.

## **La Politique européenne de Voisinage (PEV)**

La Politique européenne de Voisinage est aujourd'hui en sommeil. Le Partenariat Oriental est en échec depuis le début de la crise ukrainienne, dont il est partiellement responsable, tandis que les guerres civiles font rage au sud et, surtout, dans le sud-est de la Méditerranée. La Politique européenne de Voisinage devient donc, sur ses deux fronts, la victime collatérale de la politique de confrontation avec la Russie

---

10. Van Harten Gus, 'ISDS in the Revised CETA: Positive Steps, But is it a Gold Standard?', *Investor-State Arbitration Commentary Series*, No. 6, 20 May 2016.

[L'ISDS dans le CETA révisé : des pas positifs mais est-ce un étalon-or ?]

menée par les États-Unis<sup>11</sup>. De plus, l'engagement croissant de la Russie dans la guerre civile en Syrie depuis septembre 2015 a renforcé l'interdépendance de la crise ukrainienne avec la crise syrienne, rendant même la première plus difficile à résoudre<sup>12</sup> (la Russie est menacée de sanctions accrues pour son ingérence dans la crise ukrainienne, à moins qu'elle ne diminue son engagement dans la guerre syrienne).

Les conséquences de l'articulation croissante entre la Politique européenne de Voisinage et les intérêts stratégiques américains sont sérieuses. L'exemple créé par la crise ukrainienne ouvre la voie à des interventions extérieures, qui renforcent les divisions et la fragmentation dans l'UE. La première division est entre les pays du « cordon sanitaire » que les États-Unis établissent aux frontières orientales de l'UE (la Pologne, la Roumanie, la Bulgarie, les pays baltes) et les autres pays de l'Union européenne. La deuxième division est entre des pays européens favorables au maintien de sanctions contre la Russie, aussi bien qu'à l'entrée de l'Ukraine à l'UE, et les autres. Ces divisions sont amplifiées par la gestion de l'afflux de réfugiés d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, qui conduit à mettre en cause la libre circulation des personnes – une des pierres angulaires de l'UE.

La crise ukrainienne continue et renforce l'incapacité de l'UE d'agir de façon indépendante. Le gouvernement ukrainien, encouragé par l'attitude ambiguë des États-Unis et malgré la situation catas-

---

11. *Mediapart*, « Les nouvelles stratégies US de George Friedman et Zbigniew Brzezinski », 24 mai 2015.

12. J.-C. Galli, « Conflit gelé en Ukraine : les (dés)Accords de Minsk persistent » *Figaro Vox*, 16 septembre 2016.

trophique dans le pays<sup>13</sup>, bloque la mise en œuvre de l'Accord de Minsk proposé par l'UE en 2014, tandis que les Russes ont tendance à contourner Paris et Berlin pour un contact direct avec Washington, qui semble être le seul maître du jeu.

Ce qui reste à voir, c'est l'impact de l'élection de Trump sur les relations entre les États-Unis et l'UE et sur les relations extérieures de l'UE en général. La mise en œuvre de la politique préconisée par Trump pourrait conduire à un affaiblissement des liens transatlantiques. Une demande probable de renégocier certaines clauses du TAFTA dans un sens plus favorable aux intérêts des États-Unis renforcerait l'opposition au traité en Europe.

Trump met aussi en cause le principe de la défense collective dans l'OTAN et il a déclaré vouloir renforcer les sanctions contre la Russie. Enfin, il envisagerait de dégager les États-Unis de la guerre en Syrie<sup>14</sup>. Un affaiblissement des liens transatlantiques pourrait renforcer les tendances centrifuges dans le voisinage européen. Cela mettrait l'Europe devant sa responsabilité de mettre en œuvre une politique européenne de voisinage tenant compte des intérêts de toutes les parties, plutôt que de mettre l'accent presque exclusivement sur les intérêts commerciaux de l'Europe.

13. Heikki Patomäki, 'EU's Role in the Evolvement of the Russia-West Conflict and Outbreak of War in Ukraine', Document présenté à la 22ème conférence sur une politique économique alternative en Europe, Coimbra, Portugal, 2016, sur le site [www.euromemo.eu](http://www.euromemo.eu).

[Le rôle de l'UE dans l'évolution du conflit entre l'Ouest et la Russie et la guerre en Ukraine.]

14. Note du traducteur : le bombardement, le jeudi 6 avril 2017, d'une base de l'armée syrienne située près de Homs au motif de l'utilisation de l'arme chimique contre un village tenu par les rebelles syriens, montre de ce point de vue un basculement de la position américaine.

## **Politique européenne de Voisinage : Coopération, et non intégration subordonnée**

L'approche de la Politique européenne de Voisinage a été d'inciter les pays du voisinage européen à adopter des parties de l'*acquis communautaire*. C'est une forme d'intégration subordonnée. Une telle intégration aggrave les tendances à la désindustrialisation dans la périphérie. Et, dans deux ou trois cas, comme l'Ukraine et la Moldavie, elle a approfondi les fractures géopolitiques internes. Dans le cas de l'Ukraine, les politiques de l'Union européenne ont de manière décisive contribué à faire émerger les conditions d'un conflit militaire. Au lieu de promouvoir le libre-échange approfondi et l'intégration subordonnée, la Politique européenne de Voisinage devrait promouvoir des formes de coopération mutuellement avantageuses, par exemple aux niveaux sectoriels.

### **Mettre en question la militarisation**

Au cours des derniers mois, des officiels de l'Union européenne et nationaux de haut rang ont proposé un renforcement de la capacité militaire de l'UE comme marche à suivre pour sortir de la crise. Le recours à la contrainte intérieure et extérieure a été traditionnellement une réponse de droite aux crises sociales à multiples facettes. Il résoudra les problèmes socio-économiques aussi peu que par le passé. Dans ce contexte, il devrait être rappelé que des pays de l'Union européenne ont de manière décisive contribué aux guerres actuelles au Moyen-Orient par l'intervention militaire directe (l'Irak et la Libye) et en armant des groupes militaires (surtout islamiques), par exemple

en Syrie. L'énorme nombre de réfugiés de guerre originaires de la région est un résultat des politiques interventionnistes des États-Unis et de certains gouvernements européens.



## **Le Comité permanent du groupe de l'EuroMemo**

Marija Bartl, Amsterdam (M.Bartl@uva.nl)

Joachim Becker, Vienne (Joachim.Becker@wu.ac.at)  
Marcella Corsi, Rome (marcella.corsi@uniroma1.it)

Włodzimierz Dymarski, Poznań (włodzimierz.dymarski@ue.poznan.pl) Trevor Evans, Berlin (evans@hwr-berlin.de)

Marica Frangakis, Athènes (frangaki@otenet.gr) John Grahl, Londres (j.grahl@mdx.ac.uk)

Peter Herrmann, Rome (herrmann@esosc.eu)

Jeremy Leaman, Loughborough (J.Leaman@lboro.ac.uk)

Jacques Mazier, Paris (mazier@univ-paris13.fr)

Mahmood Messkoub, La Haye (messkoub@iss.nl)  
Ronan O'Brien, Bruxelles (ronanob@skynet.be)

Werner Raza, Vienne (w.raza@oefse.at)

Catherine Sifakis, Grenoble (sifakiscatherine@gmail.com)

Achim Truger, Berlin (achim.truger@hwr-berlin.de)

Frieder Otto Wolf, Berlin (fow@snaflu.de).



Économistes européens pour une politique  
économique alternative en Europe -  
EuroMemo Group -

## **L'Union européenne : la menace de la désintégration**

– EuroMémorandum 2017 –

Liste des signataires, février 2017

Acocella Nicola | Rome | Italie  
Aires Sérgio | Bruxelles | Belgique  
Altvater Elmar | Berlin | Allemagne  
Altzinger Wilfried | Vienne | Autriche  
Álvarez Nacho | Madrid | Espagne  
Andersson Jan Otto | Turku | Finland  
Antunes Margarida | Coimbra | Portugal  
Appelqvist Örjan | Paris | France  
Araújo Sandra | Porto | Portugal  
Arenz Horst | Berlin | Allemagne  
Argitis Giorgos | Athènes | Grèce  
Baier Walter | Vienne | Autriche  
Bartel Rainer | Linz | Autriche  
Bartl Marija | Amsterdam | Pays-Bas  
Baum Josef | Vienne | Autriche  
Bayer Mechthild | Berlin | Allemagne  
Becker Johannes M. | Marburg | Allemagne  
Becker Joachim | Vienne | Autriche  
Beine Theodor W. | Isselburg | Allemagne  
Belgacem Karim | Neuilly-sur-Seine | France  
Bellofiore Riccardo | Bergamo | Italie  
Benyik Matyas | Budapest | Hongary  
Bieler Andreas | Nottingham | Grande-Bretagne  
Bieling Hans-Jürgen | Tübingen | Allemagne  
Bischoff Joachim | Hamburg | Allemagne  
Bispinck Reinhard | Düsseldorf | Allemagne  
Bjerke Flemming | Jyderup | Danemark  
Bömer Hermann | Dortmund | Allemagne  
Bontrup Heinz-J. | Recklinghausen | Allemagne  
Breathnach Proinnsias | County Kildare |  
Irlande  
Buchegger Reiner | Zwettl an der Rodl | Autriche

Burkert Sylvia | Düsseldorf | Allemagne  
Buzaglo Jorge | Sundbyberg | Suède  
Bye Basil | Bournemouth | Grande-Bretagne  
Campo Guardiola José | Valladolid | Espagne  
Canale Rosaria Rita | Naples | Italie  
Česen Tanja | Lesce | Slovénie  
Christen Christian | Berlin | Allemagne  
Clarke Linda | Londres | Grande-Bretagne  
Cohen Desmond | Brighton | Grande-Bretagne  
Csoba Judit | Debrecen | Hungary  
Czeskleba-Dupont Rolf | Hvalsø | Danemark  
de la Cámara Carmen | Barcelone | Espagne  
De Masi Fabio | Hamburg | Allemagne  
DeVille Philippe | Louvain-la-Neuve | Belgique  
della Porta Donatella | Florence | Italie  
Dellheim Judith | Berlin | Allemagne  
Denecke Wolfgang | Leipzig | Allemagne  
Deppe Frank | Marburg | Allemagne  
Detje Richard | Ahrensburg | Allemagne  
Devine Pat | Manchester | Grande-Bretagne  
Devrim Mecit Nurkalp | Bruxelles | Belgique  
Diebitsch Joachim | Seelze | Allemagne  
Dierckx Sacha | Gent | Belgique  
Di Martino Daniela | Castel San Pietro Terme |  
Italie  
Dosi Giovanni | Pise | Italie  
Dragasakis Yannis | Athènes | Grèce  
Dymarski Wlodzimierz | Poznan | Pologne  
Dymski Gary | Leeds | Grande-Bretagne  
Ebel Jochen | Borkheide | Allemagne  
Ebert Dirk | Radebeul | Allemagne  
Edwards Michael | Londres | Grande-Bretagne  
Eichler Doris | | Allemagne  
Eißel Dieter | Giessen | Allemagne  
Elsner Wolfram | Brême | Allemagne  
Erixon Lennart | Stockholm | Suède  
Ernst Joachim | Brême | Allemagne  
Etxezarreta Miren | Barcelone | Espagne  
Evans Trevor | Berlin | Allemagne  
Falkenstein Jürgen | Göppingen | Allemagne  
Farina Francesco | Siena | Italie  
Farkas Péter | Budapest | Hungary  
Fehrenbacher Ansgar | Lauterbach | Allemagne  
Feigl Georg | Vienne | Autriche  
Fiehler Fritz | Husum | Allemagne  
Finke Meinolf | Castrop-Rauxel | Allemagne  
Fisch Marion | Hamburg | Allemagne  
Fleissner Peter Karl | Vienne | Autriche  
Frangakis Marica | Athènes | Grèce  
Fricke Werner | Wrestedt | Allemagne

---

Fubini Lia | Turin | Italie  
Garcia-Arias Jorge | Leon | Espagne  
Garcia-Hernández Rosa | Barcelone | Espagne  
Geist Radovan | Senkvice | Slovaquie  
Genereux Jacques | Paris | France  
Giannone Carlo | Rome | Italie  
Glaubitz Jürgen | Düsseldorf | Allemagne  
Glawe Heiko | Berlin | Allemagne  
Gœlkel Katharina | Quierschied | Allemagne  
Gogoll Joachim F. | Gelsenkirchen | Allemagne  
Graell Nuria | Barcelone | Espagne  
Grahl John | Londres | Grande-Bretagne  
Grimshaw Damian | Manchester | Grande-Bretagne  
Groskreutz Henning | Oberursel | Allemagne  
Groß Tobias | Bruxelles | Belgique  
Guarini Giulio | Viterbo | Italie  
Guldner Gerhard | Berlin | Allemagne  
Hagelstange Thomas | Düsseldorf | Allemagne  
Halicioglu Ferda | Istanbul | Turquie  
Hammer Andreas | Östringen | Allemagne  
Hauff Rüdiger | Stuttgart | Allemagne  
Helmedag Fritz | Chemnitz | Allemagne  
Henscheid Renate | Essen | Allemagne  
Hermann Christoph | Berkeley | États-Unis  
Herr Hansjörg | Berlin | Allemagne  
Herrmann Peter | Rome | Italie  
Hesse Horst | Leipzig | Allemagne  
Hesse Karl L. | Bendorf | Allemagne  
Hibbeler Hermann | Lage | Allemagne  
Hickel Rudolf | Brême | Allemagne  
Hinz Lieselotte | Düsseldorf | Allemagne  
Holland Stuart | Coimbra | Portugal  
Horn Laura | Roskilde | Danemark  
Hovorka Gerhard | Vienne | Autriche  
Hudson Paul | Londres | Grande-Bretagne  
Husár Jaroslav | Bratislava | Slovaquie  
Hyman Richard | Londres | Grande-Bretagne  
Ilbuga Tamer | Antalya | Turquie  
Ioannou Stefanos | Cork | Irlande  
Irvin George | Londres | Grande-Bretagne  
Jäger Johannes | Vienne | Autriche  
Janssen Siebo M.H. | Bonn | Allemagne  
Jung Michael | Hamburg | Allemagne  
Kaltenbrunner Annina | Leeds | Grande-Bretagne  
Kapeller Jakob | Linz | Autriche  
Karagiannis Nikolaos | Winston-Salem/NC | États-Unis  
Karamessini Maria | Athènes | Grèce  
Karanikolas Pavlos | Athènes | Grèce  
Karasavoglou Tasos | Kavala | Grèce

Kho Mu-Jeong | Londres | Grande-Bretagne  
Kisker Klaus Peter | Berlin | Allemagne  
Klei Manfred | Bad Salzuffen | Allemagne  
Klute Jürgen | Herne | Allemagne  
König Hans | Dorschhausen | Allemagne  
Koratzanis Nasos | Athènes | Grèce  
Korsika Anej | Ljubljana | Slovénie  
Krämer Ralf | Berlin | Allemagne  
Kreft Stefan | Essen | Allemagne  
Kreimer-de Fries Joachim | Berlin | Allemagne  
Krügel Martin | Hannover | Allemagne  
Krumme Bernd | Kassel | Allemagne  
Krumscheid Thomas | Aachen | Allemagne  
Kuckero Hajo | Brême | Allemagne  
Küblböck Karin | Vienne | Autriche  
Kurtzke Wilfried | Frankfurt | Allemagne  
Laukkanen Erkki | Helsinki | Finlande  
Leaman Jeremy | Loughborough | Grande-Bretagne  
Lebaron Frederic | Paris | France  
Lehndorff Steffen | Duisburg | Allemagne  
Liagouras George | Chios | Grèce  
Lieber Christoph | Berlin | Allemagne  
Løer Barbara | Brême | Allemagne  
Lopes Luís | Coimbra | Portugal  
López-Pina Antonio | Madrid | Espagne  
Luft Christa | Berlin | Allemagne  
Mahnkopf Birgit | Berlin | Allemagne  
Mair Martin | Vienne | Autriche  
Malotke Burkhard | Mosbach | Allemagne  
Mañé-Estrada Aurelia | Barcelone | Espagne  
Manning Sabine | Berlin | Allemagne  
Marchl Gerhard | Vienne | Autriche  
Margner Manfred | Oldenburg | Allemagne  
Mazier Jacques | Villetaneuse | France  
Mencinger Jože | Ljubljana | Slovénie  
Menéndez Agustín José | León | Espagne  
Messkouk Mahmood | La Haye | Pays-Bas  
Michie Jonathan | Oxford | Grande-Bretagne  
Miess Michael | Vienne | Autriche  
Miliotis John | Piraeus | Grèce  
Mix Wolfgang | Berlin | Allemagne  
Mota Júlio Marques | Coimbra | Portugal  
Müller Bernhard | Hamburg | Allemagne  
Müller Werner | | Allemagne  
Musacchio Andrés | Bad Boll | Allemagne  
Nees Martin | Cologne | Allemagne  
Nicaise Ides | Louvain | Belgique  
Novy Andreas | Vienne | Autriche  
O'Brien Ronan | Bruxelles | Belgique  
Ehlke Paul | Cologne | Allemagne

---

Ó'hAdhmaill Féilim | Cork | Irlande  
Onaran Ozlem | Londres | Grande-Bretagne  
Overbeek Henk | Amsterdam | Pays-Bas  
Papadaki Christina-Daphne | Athènes | Grèce  
Patomäki Heikki | Helsinki | Finland  
Paust-Lassen Pia | Berlin | Allemagne  
Pellegrini Lorenzo | La Haye | Pays-Bas  
Perraton Jonathan | Sheffield | Grande-Bretagne  
Petit Pascal | Paris | France  
Pfeiffer Wolfram | Greifswald | Allemagne  
Piacentini Paolo | Rome | Italie  
Pianta Mario | Urbino | Italie  
Plihon Dominique | Villetaneuse | France  
Podkaminer Leon | Vienne | Autriche  
Prausmüller Oliver | Vienne | Autriche  
Ptak Ralf | Cologne | Allemagne  
Puig-Gómez Albert | Barcelone | Espagne  
Quaißer Gunter | Frankfurt | Allemagne  
Quindós Fernández Pablo | Valladolid | Espagne  
Radke Björn | Bahrenhof | Allemagne  
Rahmanzadeh Ahad | Bonn | Allemagne  
Raitano Michele | Rome | Italie  
Ramaux Christophe | Paris | France  
Raza Werner | Vienne | Autriche  
Reimann Hans-Joachim | Brême | Allemagne  
Reinwarth Moritz | Berlin | Allemagne  
Ribera-Fumaz Ramon | Barcelone | Espagne  
Ricceri Marco | Rome | Italie  
Riemann Siegfried | Bruchköbel | Allemagne  
Romão João | Faro | Portugal  
Rompeltien Bärbel | Sudwalde | Allemagne  
Roos J. P. | Helsinki | Finland  
Ross Richard | Londres | Grande-Bretagne  
Roßbach Uwe | Erfurt | Allemagne  
Rossi Sergio | Fribourg | Suisse  
Ryner Magnus | Londres | Grande-Bretagne  
Sander Bernhard | Wuppertal | Allemagne  
Sauer Thomas | Jena | Allemagne  
Sawyer Malcolm | Leeds | Grande-Bretagne  
Schmidt Gudrun | Frankfurt | Allemagne  
Schmidt Ingo | Hope/BC | Canada  
Schmitthenner Horst | Niedernhausen |  
Allemagne  
Schneider Klaus | Hamburg | Allemagne  
Scholz Stefanie Marie | Berlin | Allemagne  
Schulmeister Stephan | Vienne | Autriche  
Schumm-Garling Ursula | Berlin | Allemagne  
Schüßler Andreas | Bielefeld | Allemagne  
Seeck Dietmar | Emden | Allemagne  
Setterfield Mark | New York/NY | États-Unis

Siebecke Gerd | Hamburg | Allemagne  
Sifakis Catherine | Grenoble | France  
Sohn Alexander | Göttingen | Allemagne  
Sorg Thomas | Altbach | Allemagne  
Sorg Richard | Hamburg | Allemagne  
Staritz Cornelia | Vienne | Autriche  
Steinitz Klaus | Berlin | Allemagne  
Stigendal Mikael | Malmö | Suède  
Strydom Piet | Cork | Irlande  
Supinska Jolanta | Varsovie | Pologne  
Sweeney Paul | Dublin | Irlande  
Tasiran Ali Cevat | Mersin | Turquie  
Theurl Simon | Vienne | Autriche  
Thomasberger Claus | Berlin | Allemagne  
Tölke Hannelore | Dortmund | Allemagne  
Tomidajewicz Janusz | Poznan | Pologne  
Toporowski Jan | Londres | Grande-Bretagne  
Troost Axel | Leipzig | Allemagne  
Truger Achim | Berlin | Allemagne  
Urban Hans-Jürgen | Frankfurt | Allemagne  
Uxó Jorge | Toledo | Espagne  
van der Pijl Kees | Sussex | Grande-Bretagne  
van Maasakker Henry | Nijmegen | Pays-Bas  
van Vugt Reinhard | Siegbach | Allemagne  
Vence Xavier | Santiago de Compostela | Espagne  
Veneziani Roberto | Londres | Grande-Bretagne  
Verbeek Bart-Jaap | Nijmegen | Pays-Bas  
Vergés Joaquim | Barcelone | Espagne  
Vertova Giovanna | Bergamo | Italie  
Vinokur Annie | Paris | France  
Voges Stefanie | Hamburg | Allemagne  
Vogt Willi | | Allemagne  
Wahsner Roderich | Brême | Allemagne  
Walther Rolf | Dessau-Roßlau | Allemagne  
Warda Hans-Dieter | Bochum | Allemagne  
Warda Veronika | Bochum | Allemagne  
Weekes Tony | Maynooth | Irlande  
Weissenbacher Rudy | Vienne | Autriche  
Wendl Michael | Munich | Allemagne  
Williams Leo | Bruxelles | Belgique  
Wingerter Sven | Wald-Michelbach | Allemagne  
Wolf Frieder Otto | Berlin | Allemagne  
Wolf Harald | Berlin | Allemagne  
Young Brigitte | Münster | Allemagne  
Ząbkowicz Jerzy | Varsovie | Pologne  
Ząbkowicz Anna | Varsovie | Pologne

## Déclaration de soutien

Je soutiens l'orientation générale, ainsi que les principaux arguments et propositions contenus dans *EuroMémorandum* 2017 :

### **L'Union européenne : la menace de la désintégration**

Oui     Non

Nom :

Institution :

Adresse :

Localité/Pays :

Téléphone :

Fax :

Adresse électronique :

Signature :

Je souhaite être informé-e des travaux réguliers du groupe de travail et être invité-e à ses réunions. Je demande à ce que mon adresse électronique soit ajoutée à la liste de diffusion du groupe de l'EuroMémo :

Oui     Non

Je soutiens financièrement le groupe EuroMémo avec un don. Prière de m'envoyer plus d'informations sur la façon de soutenir financièrement l'EuroMemo Group :

Oui     Non

Ce formulaire est à renvoyer au groupe EuroMémo par message électronique à [info@euromemo.eu](mailto:info@euromemo.eu) ou par fax à : ++49-(0)69-4305-1764.

## Appel à soutien financier

Un grand merci à celles et ceux qui soutiennent le groupe EuroMémo financièrement. Pour être certains de pouvoir financer notre travail administratif, il est important que les soutiens du groupe EuroMémo y participent. Pensez par conséquent à faire un don. Nous sollicitons particulièrement nos soutiens dans la zone euro pour qu'ils fassent un virement régulier.

Je souhaite soutenir le travail du groupe EuroMémo Group par un don :  
unique \_\_\_\_\_ mensuel \_\_\_\_\_ trimestriel \_\_\_\_\_

De € \_\_\_\_\_.

Je fais un versement unique ou donne un ordre de virement permanent au compte suivant :

Titulaire du compte : PIW

Objet : EuroMémo Group

Nom de la banque : Postbank Hamburg

Code de la banque : 200 100 20,

Compte Nr. 619 128 207

IBAN : DE12200100200619128207

BIC : PBNKDEFF

Prière de renvoyer ce formulaire à l'EuroMemo Group à l'adresse suivante : [info@euromemo.eu](mailto:info@euromemo.eu)

Économistes Européens pour une Politique Économique  
Alternative en Europe

**[www.euromemo.eu](http://www.euromemo.eu)**

La crise de l'Union européenne (UE) est à multiples facettes et s'est approfondie durant l'année passée. Le référendum britannique sur l'appartenance à l'UE et le vote en faveur du Brexit ont été les symptômes les plus explicites des tendances actuelles à la désintégration. Le fossé entre le centre et la périphérie dans la zone euro demeure. L'arrivée d'un grand nombre de réfugiés a suscité des conflits à propos de la question : qui doit s'en occuper ? L'adoption de l'Accord économique et commercial global (CETA) avec le Canada a montré un grand mépris à l'égard des objections des instances démocratiquement élues

Au sommaire de cette édition 2017 de **l'EuroMemo** :

1. Politiques macroéconomiques et de développement pour combattre l'austérité et le développement inégal
2. Les politiques monétaires et financières de l'UE : la fin de l'argent facile ?
3. Les migrations et la solidarité dans l'UE
4. Les nationalisme de droite et économique dans l'UE : origines, programmes et réponses
5. Les relations extérieures de l'UE

Les auteurs sont membres du groupe des économistes européens pour une politique économique alternative en Europe.

8 €

